

PLUS DE 20 ACCORDS ONT ÉTÉ SIGNÉS ENTRE LES DEUX PAYS

Alger et Niamey consolident leur partenariat

Le partenariat entre l'Algérie et le Niger change d'échelle à la suite de la deuxième session de leur Commission mixte à Niamey. Avec plus de vingt nouveaux accords bilatéraux, les deux États posent les jalons d'une coopération stratégique approfondie, touchant à des domaines variés et essentiels pour la région. P 3

● **2^e Commission mixte Algérie-Niger : Un pacte pour concrétiser les projets stratégiques**



Lancement de la réalisation d'une centrale électrique à Niamey P 2

LE GROUPE A CRÉÉ UNE ENTITÉ DÉDIÉE À SON EXPANSION

Sonelgaz met le cap sur l'international P 2

ALLOCATION CHÔMAGE

Un dispositif recentré sur l'insertion professionnelle P 5

BOUMERDÈS

Production de plus de 36 millions de litres de lait frais en 2025 P 4

LE GROUPE A CRÉÉ UNE ENTITÉ DÉDIÉE À SON EXPANSION
Sonelgaz met le cap sur l'international

Par Zahir R.

L'Algérie affiche clairement ses ambitions pour l'internationalisation de ses groupes publics, notamment ceux du secteur énergétique. C'est le cas du groupe Sonelgaz, qui vient de décrocher son premier contrat de réalisation d'une centrale électrique au Niger. Une internationalisation qui nécessite une nouvelle réorganisation, avec la création d'une nouvelle filiale « Sonelgaz internationale ». Une démarche qui s'inscrit, a précisé le ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, dans le cadre de la mise en œuvre des hautes orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à consolider les bases d'une économie nationale diversifiée et intégrée dans son environnement régional et international, et à renforcer l'accès des entreprises nationales aux marchés extérieurs.

La création de cette nouvelle société s'inscrit dans la dynamique actuelle du secteur, notamment en ce qui concerne le renforcement de son activité à l'international, permettant d'exporter l'expertise et les services de Sonelgaz à l'étranger, et de positionner l'Algérie comme un partenaire fiable et actif dans son environnement régional et mondial, ajoute la même source. La nouvelle société aura pour mission d'exporter l'expertise et les services de Sonelgaz, notamment sur les marchés africains et dans la région méditerranéenne, en établissant des partenariats stratégiques et en proposant des services à forte valeur ajoutée. Ces services incluent les études d'ingénierie, la réalisation, l'exploitation, la maintenance, ainsi que le transfert de savoir-faire et la formation. Le ministère a souligné que la création de Sonelgaz internationale marque une étape importante pour l'Algérie dans sa stratégie de valorisation des ressources énergétiques et de son savoir-faire à l'international, tout en consolidant son rôle de partenaire fiable dans le domaine énergétique sur les marchés régionaux et mondiaux. Elle reflète également la volonté ferme du secteur d'accompagner les transformations que connaît le marché mondial de l'énergie, et de renforcer la présence internationale de l'Algérie, en s'appuyant sur ses importantes compétences humaines et techniques ainsi que sur les expériences réussies accumulées dans les différents domaines de son activité. Enfin, le ministère réaffirme son engagement à soutenir le développement économique du pays, à promouvoir les exportations hors hydrocarbures et à contribuer au développement durable, conformément aux orientations de M. Abdelmadjid Tebboune.

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE ALGÉRO-NIGÉRIENNE

Lancement de la réalisation d'une centrale électrique à Niamey

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a procédé à la pose de la première pierre d'une centrale électrique d'une capacité de 40 mégawatts (MW) dans la zone de Gouro Banda, à Niamey, marquant une nouvelle étape dans le renforcement du partenariat stratégique entre l'Algérie et le Niger.

Par Z R.

La cérémonie s'est déroulée en présence de son homologue nigérien, Ali Lamine Zeine Mahaman, dans le cadre de la visite officielle qu'effectue le responsable algérien au Niger, à l'occasion de la tenue de la deuxième session de la Haute Commission mixte algéro-nigérienne de coopération. Ce projet structurant, inscrit dans la dynamique de consolidation des relations bilatérales, vise à soutenir le réseau électrique nigérien et à répondre à la demande croissante en énergie dans la capitale. Il a été lancé, rappelle-t-on, sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à

la suite de la visite effectuée en Algérie par le chef de l'État nigérien, Abdourahamane Tiani. Sur le plan technique, la centrale sera dotée de deux turbines à gaz d'une capacité de 20 MW chacune, permettant d'ajouter 40 MW supplémentaires au réseau national. Cette infrastructure contribuera à améliorer la stabilité du système électrique et la qualité de service, tout en accompagnant le développement économique et urbain de Niamey. Le projet comprend également le renforcement des réseaux de transport et de distribution d'électricité, dans le cadre d'un partenariat entre la société algérienne Sonelgaz et son homologue nigérienne NIGELAC. Cette coopération vise à favoriser le transfert de

savoir-faire, le partage d'expertise technique et l'intégration énergétique régionale. Par ailleurs, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a coprésidé à Niamey une réunion de travail avec son homologue nigérienne, Haoua Amadou. Les discussions ont porté sur l'état d'avancement des projets en cours, notamment cette centrale de 2x20 MW, considérée comme un levier essentiel pour renforcer la coopération énergétique entre les deux pays. À travers cette initiative, l'Algérie confirme sa volonté de consolider sa présence en Afrique et de promouvoir des projets structurants favorisant le développement durable, la sécurité énergétique et l'intégration régionale.

SNTF

6.000 voyageurs sur la ligne ferroviaire Bechar-Tindouf depuis sa mise en service

Quelque 6.000 voyageurs ont effectué des trajets aller-retour à bord de la nouvelle ligne ferroviaire reliant Bechar à Tindouf depuis sa mise en service le 2 février dernier, a indiqué mardi la direction locale de la gare de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF). Parmi eux, 296 passagers ont emprunté cette liaison durant les trois jours de l'Aïd El-Fitr, a précisé le responsable de la même structure, Kamel Othmani. Des voitures voya-

geurs, y compris des wagons équipés de couchettes, sont mises à la disposition des usagers ayant opté pour ce mode de transport, dont la desserte est assurée quotidiennement par deux trains, a-t-il expliqué. Le nombre de voyageurs ayant choisi ce mode de transport ferroviaire pour les longues distances devrait connaître une hausse à l'avenir, notamment durant la prochaine saison estivale, a-t-il ajouté. Cette nouvelle ligne ferroviaire a

permis le désenclavement de plusieurs localités situées sur son tracé, notamment Abadla et Hammaguir (wilaya de Bechar), Tabelbala (wilaya de Beni Abbes), ainsi qu'Oum El Assel et Tindouf. Elle contribue également à relier ces régions aux zones du nord du pays grâce à la liaison quotidienne Bechar-Sidi Bel-Abbes-Oran, selon des responsables de la direction régionale de la SNTF. Cette ligne ferroviaire, également destinée au transport quotidien du

minéral de fer en provenance du gisement de Gara Djebilet (Tindouf) vers les unités de traitement situées dans la région d'Oran, a été inaugurée le 1er février 2026 par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. S'étendant sur un linéaire de 950 km, cette ligne comprend, en plus de la gare de Bechar, celles d'Abadla, Hammaguir, Oum El Assel et Tindouf, rappelle-t-on.

R E.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE S'ENTRETIENT AVEC LE MINISTRE NIGÉRIEN DE LA SANTÉ

Les moyens de renforcer la coopération bilatérale examinés

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a tenu une réunion bilatérale à Niamey avec le ministre de la Santé de la République du Niger, Garba Hakimi, consacrée à l'examen des moyens de renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, a indiqué, hier, un communiqué du ministère. Cette rencontre s'est tenue en marge des travaux de la 2e session de la Grande Commission mixte algéro-nigérienne de coopération, M. Kouidri accompagnant le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, lors de sa visite officielle en République du Niger, chargé par le président de la République, précise la même source. Au cours de cette rencontre, les deux par-

ties sont convenues de l'importance de finaliser la rédaction d'un memorandum d'entente dans le domaine de l'industrie pharmaceutique entre l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) en Algérie et son homologue nigérienne, outre la nécessité de définir les besoins du marché nigérien en médicaments essentiels afin d'étudier la possibilité d'y répondre, à travers les produits pharmaceutiques algériens. De son côté, M. Kouidri a présenté un exposé exhaustif sur l'état et les perspectives de l'industrie pharmaceutique en Algérie, soulignant que "les capacités de production locales représentent un tiers de la production de médicaments du continent africain", exprimant "la disponibilité de l'Algérie à répondre aux besoins du Niger

en médicaments". Le ministre a, en outre, mis l'accent sur la volonté de l'Algérie de renforcer la coopération technique, notamment dans le domaine de la réalisation et du développement d'unités industrielles de production de médicaments au Niger, dans une démarche qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre les pays africains afin d'assurer la sécurité sanitaire du continent. Pour sa part, le ministre nigérien de la Santé a affiché son intérêt pour le développement de la coopération entre les deux pays et la mise à profit de l'expertise algérienne dans ce domaine, conclut le communiqué.

APS

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PLUS DE 20 ACCORDS ONT ÉTÉ SIGNÉS ENTRE LES DEUX PAYS

Alger et Niamey consolident leur partenariat

Le partenariat entre l'Algérie et le Niger change d'échelle à la suite de la deuxième session de leur Commission mixte à Niamey. Avec plus de vingt nouveaux accords bilatéraux, les deux États posent les jalons d'une coopération stratégique approfondie, touchant à des domaines variés et essentiels pour la région.

Par Selma R.

Avec la signature de ces accords et la mise en place d'une feuille de route claire, Alger et Niamey entendent désormais passer à une phase d'exécution concrète, confirmant ainsi leur ambition commune de bâtir un partenariat stratégique durable au service de l'intégration régionale et du développement du continent africain. La cérémonie de signature a été coprésidée par Sifi Ghrieb et son homologue nigérien Ali Mahaman Lamine Zeine. Ces accords couvrent un large éventail de secteurs jugés prioritaires, notamment l'énergie, la santé, les travaux publics, l'enseignement supérieur, l'industrie pharmaceutique, ainsi que l'environnement, les laboratoires et les équipements techniques. À ces domaines s'ajoutent des secteurs émergents tels que l'économie de la connaissance, les start-ups et les microentreprises, traduisant une volonté commune d'élargir et de diversifier le champ de la coopération. L'ensemble de ces accords vise à transformer la dynamique politique impulsée par les dirigeants des deux pays en réalisa-

tions concrètes, posant ainsi les bases d'une nouvelle phase de coopération, orientée vers des projets structurants et des retombées économiques directes au profit des deux peuples. Intervenant à la clôture des travaux, Sifi Ghrieb a mis en avant « les progrès notables enregistrés dans plusieurs dossiers importants », tout en insistant sur la nécessité d'aller au-delà des engagements formels. « Il est impératif de mettre en place un mécanisme efficace de suivi de la mise en œuvre des conclusions de cette session, à même de garantir la concrétisation effective de la feuille de route que nous avons tracée ensemble », a-t-il déclaré. Le Premier ministre a également souligné que l'évaluation de l'état d'avancement des grands projets conjoints a permis de confirmer l'engagement des deux pays à en faire des piliers de l'intégration régionale. Parmi ces projets figurent le gazoduc transsaharien, la route transsaharienne et la dorsale à fibre optique, considérés comme des leviers essentiels pour renforcer la connectivité et soutenir le développement économique en Afrique. Dans un contexte régional marqué par des

défis sécuritaires persistants, notamment au Sahel, Sifi Ghrieb a insisté sur l'importance de la coordination entre les deux pays. Il a rappelé que l'Algérie et le Niger « partagent une vision commune fondée sur l'édification d'une Afrique unie et solidaire, capable de prendre son destin en main, d'œuvrer en faveur de la consolidation de la paix et de la stabilité et d'assurer la prospérité de ses peuples ». Le chef de l'Exécutif a, par ailleurs, salué le climat « positif » ayant prévalu lors des discussions, estimant qu'il a permis de poser les bases d'un partenariat renouvelé, en cohérence avec la dynamique enclenchée par la visite du président Abdourahamane Tiani en Algérie en février dernier, à l'invitation du président Abdelmadjid Tebboune. Dans cette dynamique, le rôle du secteur économique a également été mis en avant, notamment à travers l'organisation d'un forum d'affaires algéro-nigérien en marge de la session. Pour Sifi Ghrieb, la forte participation des opérateurs publics et privés illustre « le potentiel important des économies des deux pays », susceptible de déboucher sur des partenariats créateurs de richesse et d'emplois.

2^e COMMISSION MIXTE ALGÉRIE-NIGER

Un pacte pour concrétiser les projets stratégiques

Par S. R.

Réunis les 23 et 24 mars à Niamey, l'Algérie et le Niger ont franchi une nouvelle étape dans le raffermissement de leurs relations bilatérales à l'occasion de la deuxième session de la Commission mixte de coopération, conclue par la signature d'un communiqué conjoint. Les deux pays ont mis en avant la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des projets structurants reliant leurs territoires, tout en soulignant l'interdépendance de leur stabilité, notamment dans la région du Sahel, et en réaffirmant leur attachement aux principes du droit international. Cette rencontre de haut niveau, coprésidée par le Premier ministre Sifi Ghrieb et son homologue nigérien Ali Mahaman Lamine Zeine, s'inscrit dans la dynamique impulsée lors de la visite du président Abdouraha-

mane Tiani en Algérie en février dernier, à l'invitation du président Abdelmadjid Tebboune, selon le communiqué des services du Premier ministre. Dans un contexte régional marqué par de multiples défis sécuritaires et économiques, les deux parties ont réaffirmé la solidité de leurs liens historiques, fondés sur la fraternité, le bon voisinage et la solidarité. Elles ont également insisté sur le caractère « stratégique et irréversible » de leur partenariat, avec l'ambition de le hisser à un niveau supérieur en adéquation avec leurs potentiels respectifs. Sur le plan sécuritaire, Alger et Niamey ont mis en avant la forte corrélation entre leur stabilité, en particulier dans l'espace sahélien. Elles ont renouvelé leur engagement à intensifier leur coopération dans la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et la criminalité transfrontalière, à travers un renforcement de

la coordination et une activation accrue des mécanismes bilatéraux existants. Parallèlement, la dimension économique s'est imposée comme un axe central des échanges. Les deux gouvernements ont salué les résultats du forum économique organisé en marge de la session ainsi que ceux du Conseil d'affaires algéro-nigérien. Ils ont convenu d'accélérer la réalisation de projets structurants, considérés comme des leviers essentiels d'intégration régionale, notamment la route transsaharienne, la liaison en fibre optique et le projet de gazoduc transsaharien (TSGP). La coopération sectorielle devrait, par ailleurs, connaître un nouvel élan, en particulier dans les domaines de l'énergie, incluant les hydrocarbures et les énergies renouvelables, de l'agriculture, des infrastructures, de la santé, de la forma-

tion professionnelle et du numérique. Les deux pays ont également affiché leur volonté de promouvoir l'entrepreneuriat et l'innovation, tout en œuvrant à l'amélioration du climat des affaires, à travers la simplification des procédures administratives et douanières et le développement des corridors commerciaux. Dans leur déclaration conjointe, les deux pays ont réitéré leur attachement aux principes du droit international, notamment le respect de la souveraineté des États et la non-ingérence, tout en plaidant pour des solutions politiques et inclusives aux crises que connaît le continent africain. Enfin, il a été convenu que la troisième session de la Commission mixte de coopération se tiendra en Algérie en 2027, confirmant la volonté commune de maintenir une concertation étroite et durable entre les deux pays.

FORUM ÉCONOMIQUE ALGÉRO-NIGÉRIEN

Les opérateurs nigériens invités à investir en Algérie

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a appelé, hier à Niamey, les hommes d'affaires nigériens à tirer profit de l'amélioration continue du climat d'investissement en Algérie et à bénéficier de ses avantages, à travers la concrétisation de projets d'investissement mutuellement bénéfiques pour les économies des deux pays. Dans une allocution prononcée lors des travaux du Forum économique algéro-nigérien, dont l'ouverture a été coprésidée par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, et son homologue nigérien, M. Ali Lamine Zeine Mahaman, en marge de la 2^e session de la Grande Commission mixte de coopération algéro-nigérienne, M. Rezig a mis en avant les mécanismes d'amélioration du climat des affaires et de l'investis-

sement que connaît l'Algérie, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", en vue d'assurer "un environnement économique et institutionnel stable, transparent, incitatif et attractif pour l'investissement, tout en simplifiant les procédures administratives". Il a, à ce titre, invité les hommes d'affaires nigériens à "saisir ces opportunités pour renforcer le partenariat économique entre les deux pays". Afin d'impulser les échanges commerciaux, le ministre a expliqué que l'Algérie a proposé la mise à jour du cadre juridique régissant les relations commerciales bilatérales, soulignant l'importance du Conseil d'affaires en tant que plateforme permettant aux acteurs économiques d'explorer et d'exploiter les opportunités et les

potentialités existantes. De son côté, le ministre nigérien du Commerce et de l'Industrie, Seydou Abdoulaye, a souligné que l'Algérie et le Niger sont "liés par une histoire commune, une solidarité constante et une vision partagée du développement économique fondée sur la coopération régionale et l'intégration", insistant sur la nécessité de "renforcer les partenariats et de valoriser les potentialités économiques disponibles face aux mutations mondiales". Il a appelé les hommes d'affaires algériens à "tirer profit des opportunités d'investissement au Niger dans tous les secteurs en vue d'établir des partenariats commerciaux concrets et de construire des relations de partenariat mutuellement bénéfiques". Le président du Conseil du nouveau

économique algérien (CREA), Kamel Moula, a, pour sa part, indiqué que les deux pays partagent une "vision commune" en matière de développement et que leur coopération englobe une "intégration régionale complète", soulignant l'importance d'encourager les investissements mutuels et la création d'entreprises mixtes. Il a également réaffirmé l'engagement du CREA à œuvrer en étroite collaboration avec ses homologues au Niger pour mettre en œuvre la feuille de route convenue, appelant les opérateurs nigériens à visiter l'Algérie en vue de concrétiser les partenariats et transformer les opportunités économiques en projets concrets au service des intérêts des deux parties.

R E.

PARTENARIAT ALGÉRIE-NIGER

Vers un modèle de synergie régionale pour l'Afrique

Par S. R.

Entre Alger et Niamey, la coopération prend une dimension nouvelle. Portées par une volonté politique affirmée, l'Algérie et le Niger s'engagent dans un partenariat stratégique à portée régionale. La réunion de la Commission mixte au Niger vient concrétiser cette dynamique, en s'imposant comme une réponse structurée aux défis sécuritaires et économiques qui pèsent sur la région sahélienne. Dans cette perspective, l'axe Alger-Niamey tend à s'ériger en modèle d'intégration régionale, susceptible d'inspirer d'autres dynamiques africaines. Fondé sur une articulation étroite entre sécurité et développement, ce partenariat propose une vision globale susceptible de remodeler durablement les contours de la coopération interafricaine. Pour Ahmed El Hidoussi, professeur en sciences économiques, cette dynamique traduit « une forte volonté politique » des plus hautes autorités des deux pays, à savoir le président Abdelmadjid Tebboune et son homologue Abdourahamane Tiani. Intervenant sur les ondes de la « Chaîne 1 » de la radio nationale, l'expert a souligné que cette rencontre « vise à donner une dimension stratégique aux relations bilatérales, en phase avec les transformations que connaît la région sahélo-saharienne ». Loin des formalités, Ahmed El Hidoussi considère cette rencontre comme un tournant opérationnel majeur. « Cette réunion constitue une étape concrète vers la mise en œuvre des projets convenus lors de la visite du président nigérien en Algérie en février dernier », a-t-il expliqué, ajoutant qu'elle reflète une volonté commune de renforcer la coopération politique, sécuritaire et économique, tout en développant les échanges commerciaux entre les deux pays. L'analyste a, dans ce sens, mis en avant une évolution notable dans la nature même des relations algéro-nigériennes. Selon lui, les deux pays sont désormais entrés dans une nouvelle phase, dépassant le cadre classique de la coopération entre voisins. Il s'agit, a-t-il affirmé, d'un partenariat structurant, fondé sur une vision stratégique de long terme, alliant développement et sécurité régionale.

BOUMERDÈS

Production de plus de 36 millions de litres de lait frais en 2025

La filière du lait frais de la wilaya de Boumerdès a enregistré une production abondante en 2025 estimée à plus de 36 millions de litres, a-t-on indiqué lundi à la Direction des services agricoles (DSA). La responsable du service de la production et de l'appui technique de la DSA, Yamina Boussoussa, a souligné dans une déclaration à l'APS, que la production globale de lait frais, produit alimentaire essentiel, est passée d'environ 34 millions de litres en 2024 à plus de 36 millions de litres en 2025, soit une augmentation dépassant les 4 %, assurant que cette progression de la production se poursuivra à "un rythme soutenu" en 2026. La quantité globale de lait frais collectée auprès des producteurs a également connu une évolution positive, passant de 11 millions de litres en 2024 à 16 millions de litres en 2025, a relevé Mme Boussoussa. La responsable à la DSA a expliqué l'amélioration de la production du lait frais par le soutien de l'Etat aux producteurs par des facilitations et incitations financières, la simplification des procédures administratives, l'adoption de méthodes modernes dans la production et la collecte du lait, l'amélioration de la chaîne de production et de collecte, et le développement des élevages bovins ces dernières années. La collecte du lait frais est assurée par une vingtaine de coopératives réparties dans toute la wilaya de Boumerdès, et qui adhèrent aux programmes de soutien mis en place par l'Etat en faveur de la production du lait frais. La collecte et la commercialisation s'effectuent dans les unités de transformation des wilayas de Tizi Ouzou (60 % du volume total collecté) et de Boumerdès (30 %), tandis que le reste est acheminé vers les wilayas d'Alger et de Bejaïa.

APS

LA TECHNOLOGIE SPATIALE

Un pilier essentiel pour construire une Afrique résiliente face au climat

Le président du Conseil spatial de l'Union africaine (UA), Tidiane Ouattara, a affirmé que l'Union travaillait à renforcer l'utilisation des technologies spatiales et de l'observation de la Terre pour soutenir les systèmes d'alerte précoce et faire face aux risques climatiques, considérées comme "le pilier essentiel pour construire une Afrique résiliente face au climat". Dans un message publié lundi à l'occasion de la Journée mondiale de la météorologie, célébrée le 23 mars de chaque année, Ouattara a souligné que "la résilience climatique commence par la connaissance, et plus précisément par la capacité à observer, prévoir et agir en temps oppor-

tun", insistant sur l'engagement de l'Union africaine "à renforcer les capacités continentales dans les domaines de l'observation, de la prévision et de l'action proactive". Le responsable a mis en avant que l'Union, à travers l'Agence spatiale africaine et de grandes initiatives stratégiques telles que le programme "Observation de la Terre pour l'environnement et la sécurité en Afrique" et le programme "Partenariat Afrique-Europe dans le domaine spatial", oeuvre activement à localiser l'usage des technologies d'observation de la Terre et des technologies spatiales. Et de souligner: "Notre objectif est de renforcer les systèmes d'alerte précoce et de soutenir les stratégies de réduction des

risques de catastrophe", précisant que "grâce à l'exploitation de ces données scientifiques, nous ne nous contentons pas d'améliorer la gestion de nos ressources naturelles, mais nous permettons aux Etats membres de répondre efficacement aux risques climatiques, garantissant ainsi la protection des communautés vulnérables, la sécurisation des moyens de subsistance et la préservation de la biodiversité sur le continent". Tidiane Ouattara a conclu son message en affirmant que tous ces efforts convergent vers un même objectif: "Construire un continent africain plus conscient, mieux préparé et plus résilient pour l'avenir".

APS

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE

Lancement de la manifestation nationale printanière de la jeunesse 2026 à partir de jeudi

Le ministère de la Jeunesse a annoncé, hier dans un communiqué, l'organisation de la manifestation nationale printanière de la jeunesse 2026, prévue du 26 mars au 2 avril prochain. Dans le cadre de cet événement, organisé sous le slogan "La jeunesse en mouvement", "sept wilayas accueilleront des camps et

programmes d'échange pour les jeunes, coïncidant avec les vacances de printemps", précise la même source. L'organisation de cette manifestation intervient "à la suite de la dynamique positive insufflée par la deuxième édition de la manifestation nationale hivernale de la jeunesse, et dans le prolongement de

la mise en œuvre des orientations stratégiques du ministère visant à autonomiser les jeunes et à renforcer leurs rôles dans les processus de développement durable". Ainsi, cette initiative constituera "un espace national fédérateur favorisant l'esprit d'initiative et de créativité et mettant à profit la dynamique printanière pour lancer

des projets qualitatifs répondant aux préoccupations et aux aspirations de la jeunesse algérienne". Elle s'inscrit également dans une démarche visant à "occuper le temps libre des jeunes, à travers des programmes alliant loisirs utiles et formation, via l'organisation de plusieurs activités majeures", conclut le communiqué.

TIMIMOUN

Plus de 4.500 touristes étrangers ont visité l'Oasis rouge ces deux dernières années

Quelque 4.515 touristes étrangers ont visité l'Oasis rouge (Timimoun) au cours des années 2024 et 2025, selon les services de la wilaya. Cette affluence a été favorisée par les efforts déployés pour promouvoir le tourisme saharien mais surtout par les atouts de l'Oasis rouge, dont de fabuleux paysages, les anciens ksour, les dunes de sable et les palmeraies verdoyantes, qui émerveillent le visiteur. Les mesures et facilités mises en place par le ministère du Tourisme pour l'obtention des visas, l'ouverture de dessertes aériennes, la promotion des infrastructures d'accueil, en plus de l'offre d'hébergement hors établissements hôteliers et l'aménagement de circuits touristiques, ont constitué d'autres facteurs ayant contribué à l'attrait de touristes vers l'Oasis rouge, a souligné la même source. Aussi, les manifestations culturelles et les festivals internationaux organisés dans la wilaya ont ajouté à l'attractivité de la wilaya et à la dynamisation du tourisme saharien, à l'instar du Festival international du court-métrage, du Festival du tourisme saharien, du Festival culturel d'Ahellil, le Festival international du couscous, des événements de Trek et Trail et autres.

Autant de facteurs et d'atouts attrayants qui placent les organisateurs devant un nouveau

défi : redoubler d'efforts pour l'organisation des prochaines éditions.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 23 مارس 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 23 Mars 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	74	82	65	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	138	152	123	الطماطم	
	Oignon sec	100	108	92	البصل الجاف	
	Ail sec	991	1074	907	الثوم الجاف	
	Carotte	112	124	99	الجزر	
	Navet	130	143	118	اللفت	
	Choux fleur	139	152	126	قرنبيط	
	Choux	103	115	91	الكرنب	
	Courgette	134	149	120	الكوسة	
	Haricot vert	482	511	454	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	164	179	149	الخس	
Fruits frais	Orange	214	260	168	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	187	212	161	الليمون	
	Pomme locale	424	508	340	التفاح المحلي	
	Datte	507	639	376	التمر	
	Banane	463	481	445	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1962	2110	1814	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	433	445	421	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	19	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,00	-14,02	6,09	10,14	1781	614 445,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 399,00	1399,00	0,00	-0,02	-0,77	9,00	5,56	28952	40 503 848,00
BIOPHARM	BIO	2 502,00	NC	0,00	0,01	1,61	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 235,00	2235,00	0,00	-0,33	-1,50	10,66	5,59	1002	2 239 470,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,34	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,61	3,97	5,00	0	0,00

ALLOCATION CHÔMAGE

Un dispositif recentré sur l’insertion professionnelle

Le dispositif de l’allocation chômage, instauré en 2022, continue de susciter un vif intérêt en Algérie. Avec près de 140 000 demandes récemment introduites via la plateforme numérique « Minha », les services du ministère du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale sont pleinement mobilisés pour traiter ces dossiers et vérifier l’éligibilité des postulants. Invitée sur les ondes de la « Chaîne III », Mme Khelili Nour El Houda, sous-directrice de la coordination et du partenariat au ministère, a apporté des éclairages détaillés sur le fonctionnement, les conditions d’accès et les évolutions de ce mécanisme social.

Par Réda Hadi

Mis en place en vertu du décret exécutif n°22-70 du 10 février 2022, l’allocation chômage s’inscrit dans les orientations des pouvoirs publics visant à garantir la dignité des primo-demandeurs d’emploi. L’objectif est double : assurer un revenu minimum aux jeunes sans emploi et les accompagner activement vers une insertion professionnelle durable.

« Ce dispositif ne se limite pas à une aide financière. Il s’agit aussi d’un levier d’accompagnement, notamment à travers la formation et l’orientation vers le marché du travail », a expliqué Mme Khelili. Ainsi, les bénéficiaires ne sont pas seulement assistés, mais intégrés dans un parcours dynamique visant à améliorer leur employabilité. Le traitement des 140 000 demandes en cours repose sur la plateforme « Minha », développée en interne par les équipes de l’Agence nationale de l’emploi (ANEM). Cette solution numérique permet un contrôle instantané des informations fournies par les demandeurs grâce à l’interconnexion avec plusieurs bases de données nationales, notamment celles de la CNAS, de la CASNOS, de la CNR, ainsi que des systèmes liés à l’état civil et à l’enseignement supérieur.

« Chaque dossier fait l’objet de vérifications automatiques puis complémentaires. Nous travaillons avec plus de 11 secteurs et près de 600 bases de données pour garantir la transparence du dispositif », a précisé la responsable.

Les demandeurs sont convoqués progressivement pour des entretiens de validation dans l’une des 278 agences locales de l’emploi réparties à travers le territoire national. Le calendrier des rendez-vous s’étale jusqu’au 31 juillet 2026, date à laquelle l’ensemble des dossiers devrait être traité.

Par ailleurs souligne-t-elle, l’accès à l’alloca-

tion chômage est encadré par des critères précis. Le bénéficiaire doit être de nationalité algérienne, âgé entre 19 et 40 ans, primo-demandeur d’emploi et ne disposant d’aucun revenu, ni lui ni son conjoint. Il ne doit pas non plus avoir bénéficié auparavant de dispositifs publics d’aide à l’emploi. Aussi, certaines catégories spécifiques, comme les anciens détenus ayant purgé leur peine, peuvent également prétendre à cette allocation dans une logique de réinsertion. En revanche, plusieurs situations entraînent une exclusion du dispositif : l’exercice d’une activité rémunérée déclarée, le refus d’une offre d’emploi ou d’une formation, ou encore l’absence aux convocations de l’ANEM.

« Le refus d’une opportunité peut entraîner la suspension, voire la suppression définitive de l’allocation », a averti Mme Khelili. Un nouveau décret exécutif, publié en janvier 2026, est venu renforcer les conditions d’octroi et de maintien de l’allocation. Désormais, celle-ci est accordée pour une durée d’un an, renouvelable une seule fois sous conditions.

Cette réforme vise à transformer progressivement le dispositif en un outil d’insertion active plutôt qu’une simple aide sociale. Elle introduit également une exigence accrue en matière de formation.

La formation, pilier central du dispositif

Face au constat d’un nombre important de bénéficiaires sans qualification, les autorités ont décidé de renforcer l’orientation vers la formation professionnelle. Des formations qualifiantes, d’une durée maximale de six mois, sont proposées, ainsi que des formations diplômantes dans certains cas.

« Nous orientons les jeunes vers les métiers en tension, en fonction des besoins spécifiques de chaque wilaya », a souligné la responsable. Des commissions locales réunis-

sant les acteurs de l’emploi et de la formation identifient régulièrement les secteurs prioritaires.

Cette stratégie vise notamment à faciliter l’insertion des diplômés en sciences humaines, souvent confrontés à des difficultés d’accès à l’emploi, en les orientant vers des métiers techniques ou en forte demande. Selon les chiffres avancés, plus de 115 000 bénéficiaires de l’allocation chômage ont été insérés dans le marché du travail en 2025.

Pour les deux premiers mois de 2026, ce chiffre dépasse déjà les 120 000 placements. « Ces résultats sont significatifs, mais ils dépendent aussi de la volonté des bénéficiaires à s’engager dans un parcours professionnel », a nuancé Mme Khelili.

La majorité des bénéficiaires sont des femmes, représentant plus de 72 % des inscrits. Toutefois, cette catégorie présente parfois des difficultés d’insertion, notamment en raison d’un faible engagement dans les formations ou d’une préférence pour des activités informelles.

Au-delà des offres d’emploi, l’ANEM assure un accompagnement global des demandeurs à travers des ateliers de rédaction de CV, des simulations d’entretien et un suivi individualisé. Des conseillers peuvent même assister aux entretiens d’embauche pour identifier les freins à l’insertion.

Les bénéficiaires peuvent suivre l’évolution de leur dossier directement sur la plateforme « Minha », grâce à un espace personnel sécurisé. En cas de dossier incomplet ou de problème, ils sont informés par SMS ou appel téléphonique. Avec ses nouvelles orientations, l’allocation chômage s’inscrit désormais dans une logique de transition vers l’emploi. Entre contrôle renforcé, formation ciblée et accompagnement personnalisé, les pouvoirs publics entendent en faire un véritable tremplin vers l’insertion professionnelle durable.

SERVICES NUMÉRIQUES
La CNR lance une vaste campagne de sensibilisation

Synthèse Z R.

Dans le cadre de sa stratégie de modernisation et de transformation numérique, la Caisse Nationale de Retraite (CNR) lance une campagne nationale d’information et de sensibilisation, qui se déroulera du 25 mars au 16 avril 2026.

Cette initiative se déroule sous la supervision du ministère du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale, en partenariat avec plusieurs organismes affiliés, dont la Caisse Nationale des Assurances Sociales des Travailleurs Salariés, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Travailleurs Non Salariés, la Caisse Nationale des Congés Payés et du Chômage lié aux intempéries, et l’Agence Nationale de l’Emploi.

Cette campagne vise à promouvoir les services numériques offerts par la CNR, dans le cadre de la politique nationale de modernisation de l’administration et de facilitation de l’accès des citoyens aux services publics. Selon le communiqué officiel, la CNR met à disposition des retraités et futurs retraités une large palette de services numériques, accessibles via son site web et l’application mobile « Ta9aoudi », permettant de gérer les démarches à distance, de suivre les dossiers et de simplifier les procédures. Parmi ces services figurent : Le Compte Individuel du Salarié (CIS) pour consulter et mettre à jour le parcours professionnel ; la demande de retraite à distance pour les employeurs ; le suivi électronique des dossiers et la simulation du montant de la pension et la vérification des documents électroniques.

L’application « RetraiteDz » offre également des fonctionnalités pratiques pour les retraités, telles que l’extraction de l’attestation de revenus, le service de reconnaissance faciale R-Face pour certifier la vie et éviter l’interruption des pensions, l’envoi de documents électroniques, la génération de tickets virtuels et le suivi des files d’attente, ainsi que la demande d’aide sociale à distance.

La CNR a également renforcé ses canaux de communication avec les retraités via des SMS d’information, permettant de les tenir informés des nouveautés et de répondre rapidement à leurs préoccupations. À travers cette campagne, la CNR confirme son engagement à développer ses services numériques et moderniser sa gestion, dans le respect des principes de transparence, d’efficacité et de qualité du service public, tout en rapprochant l’administration des citoyens et en améliorant la prise en charge des retraités et ayants droit.

FORTE DE SES 22 % DES LIVRAISONS À L’EUROPE

L’Algérie place la barre plus haut sur les prix du gaz

Par S. R.

Dans un contexte international marqué par de fortes tensions sur les marchés énergétiques, l’Algérie entend capitaliser sur sa position stratégique pour revoir à la hausse les prix de son gaz exporté vers l’Europe. Forte d’une part estimée à 22 % des livraisons par gazoduc au marché européen, Alger engage une nouvelle phase de négociations visant à optimiser ses revenus tout en consolidant son influence énergétique.

Les autorités algériennes envisagent une augmentation des prix du gaz comprise entre 15 % et 20 % pour toute quantité supplémentaire négociée avec leurs partenaires européens, selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Cette démarche s’inscrit dans une conjoncture favorable, marquée par des perturbations des approvisionnements en provenance du Golfe, notamment du Qatar, poussant plusieurs

pays européens à diversifier en urgence leurs sources d’énergie. Dans ce contexte, des discussions avancées sont en cours avec l’Italie et l’Espagne pour augmenter les volumes livrés. Madrid a d’ailleurs repris en mars 2026 ses importations de gaz naturel liquéfié algérien après une interruption de trois mois, tandis que Rome, fortement dépendante du gaz algérien qui couvre près de 30 % de sa consommation, cherche à sécuriser davantage ses approvisionnements.

La visite attendue de la cheffe du gouvernement italien Giorgia Meloni à Alger illustre l’importance stratégique de ce partenariat dans un contexte de recomposition énergétique en Europe.

L’avantage comparatif de l’Algérie repose notamment sur la solidité de ses infrastructures, qu’il s’agisse des gazoducs ou de ses capacités de liquéfaction, estimées à plus de 25 millions de tonnes par an. Cette flexibilité lui permet d’ajuster rapidement

ses flux en fonction de la demande mondiale, tout en répondant aux besoins pressants de ses partenaires. Par ailleurs, la hausse récente des prix du gaz sur les marchés européens, ayant dépassé les 70 dollars par mégawattheure, incite les producteurs à renégocier leurs contrats dans des conditions plus avantageuses. Dans cette optique, Alger cherche à tirer le meilleur parti d’un marché sous tension, où les acheteurs se montrent plus enclins à accepter des conditions contractuelles plus strictes afin de sécuriser leurs approvisionnements.

Cette stratégie s’accompagne d’une montée en puissance des exportations de gaz naturel liquéfié. Les expéditions algériennes ont ainsi dépassé les 462 000 tonnes pendant les deux premières semaines de mars, en forte hausse par rapport au mois précédent. Une dynamique qui vise à compenser le recul enregistré en 2025, où les exportations de GNL avaient chuté d’environ

18 %. En parallèle, l’Algérie explore de nouveaux débouchés, notamment sur les marchés arabes, afin de diversifier ses clients et de réduire sa dépendance aux fluctuations européennes.

Cette approche s’inscrit dans une vision plus large visant à renforcer sa résilience face aux incertitudes géopolitiques, notamment celles affectant les routes maritimes stratégiques.

Si les perspectives apparaissent favorables à court terme, les risques demeurent. Une éventuelle détente géopolitique pourrait entraîner une baisse des prix, incitant les producteurs à accélérer la conclusion d’accords dans les conditions actuelles.

Consciente de cette fenêtre d’opportunité, l’Algérie semble déterminée à conjuguer augmentation des volumes et revalorisation des prix, afin de consolider durablement sa position sur l’échiquier gazier international.

MILA

Près de 200 millions DA pour réaliser plusieurs projets à Terrai Bainen

La commune de Terrai Bainen (Nord de Mila) a retenu au titre de l'année en cours 2026 d'une enveloppe financière de près de 200 millions DA pour la réalisation de plusieurs projets de développement, a-t-on appris lundi auprès du président l'assemblée populaire communale de cette collectivité locale, Youcef Filali. Ce montant a été dégagé de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales et du programme d'appui au développement socio-économique des communes pour réaliser des projets d'amélioration du cadre de vie des habitants, a précisé à l'APS le même élu. Parmi les projets de réalisation programmés, figurent la réalisation et la rénovation de réseaux d'approvisionnement en eau potable (AEP) et de châteaux d'eau, la réalisation de réseaux d'assainissement, l'aménagement urbain et l'ouverture de pistes, a ajouté la même source. Ces opérations concernent plusieurs agglomérations et mechtas dont l'importante agglomération urbaine de Bardo et les mechtas Dar El Hamra, Beni Affegue, El Ouadia et El Bahloul, at-on indiqué. Les travaux de ces projets seront lancés "dans les délais proches", selon la même source qui a souligné que les procédures administratives sont en cours pour désigner les entreprises de réalisation. La commune de Terrai Bainen devra également bénéficier d'autres projets durant l'année en cours, à l'adresse indiquée.

R. R

BATNA

Prochaine mise en service de la seconde canalisation de transfert d'eau vers le barrage de Koudiet Lemdouar après sa rénovation

La deuxième canalisation de transfert d'eau du barrage de Béni Haroun dans la wilaya de Mila vers le barrage de Koudiet Lemdouar de la wilaya de Batna sera « prochainement » mise en service, a indiqué lundi le directeur par intérim de l'hydraulique, Ahmed Zakaria Khelif. Selon le même responsable, le pompage de l'eau dans cette canalisation après sa rénovation sur 13,5 km depuis la station d'Ain Kercha (Oum El Bouaghi) sera progressivement effectué pour atteindre sa capacité maximale à la mi-avril. Cette canalisation permettra d'augmenter le débit d'eau pompé du barrage de Béni Haroun vers celui de Koudiet Lemdouar de 1,3 à 4,9 m3/seconde et d'augmenter de près de 400.000 m3/jour les capacités de stockage du barrage de Koudiet Lemdouar qui alimente les habitants des deux wilayas de Batna et de Khenchela. Les travaux sont par ailleurs actuellement menés pour le projet d'extension de la station de traitement d'eau du barrage de Koudiet Lemdouar pour en augmenter la capacité de 113.000 à 169.000 m3/jour, à-t-on indiqué.

R. E.

TIZI-OUZOU

Mise en service d'un centre de stockage de céréales et légumes secs

Un centre de proximité de stockage des céréales et légumes secs a été mis en service lundi à Souamaa, à l'Est de Tizi-Ouzou.

Le wali, Aboubakar Essediq Boucetta, a procédé en compagnie des autorités locales et des agriculteurs de la région à la mise en service de cette deuxième infrastructure de stockage au niveau de la wilaya après celle de Draa El Mizan, mise en service récemment. La mise en service de ces infrastructures s'inscrit dans le cadre d'un programme des pouvoirs publics visant à augmenter les capacités de au niveau de la wilaya. Le programme compte quatre centres, d'une capacité de 50 000 quintaux cha-

cun répartis à travers les différents bassins agricoles et céréaliers de la wilaya, Draa El-Mizan et Draa Ben-Khedda à l'Ouest, Souamaa et Fréha à l'Est. Les centres inscrits dans le cadre de ce programme, à savoir ceux de Fréha et Draa Ben-khedda, sont, également, en réalisation et les travaux enregistrent un taux d'avancement appréciable, est-il souligné de même source. Ces infrastructures permettront de renforcer les capacités de stockage de la wilaya, qui sont actuellement de près de

270 000 quintaux avec 120 000 quintaux au niveau de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) et 150 000 au niveau du groupe agro-industriel public, Agrodiv. Pour rappel, la production annuelle de la wilaya en matière de légumes secs et céréales avoisine les 120 000 quintaux auxquels s'ajoutent les quantités de blé d'importation qui sont, également, stockées.

R. E.

UNIVERSITÉ DE NÂAMA

Création prochaine d'une ferme agro-pastorale

L'Université "Salhi Ahmed" de Nâama prévoit de créer, prochainement, une ferme agro-pastorale au niveau d'un périmètre situé dans la commune chef-lieu de la wilaya, à-on informé, lundi, auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur. Cette ferme permettra, dès son entrée en exploitation, de mener des études et des recherches, ainsi que d'assurer la formation des étudiants dans les domaines du développement de l'élevage, de la gestion des systèmes pastoraux et de l'utilisation des technologies modernes dans

l'agriculture de précision, la production végétale et les ressources fourragères, a expliqué le directeur chargé de la gestion de l'Université de Nâama, Bouagada Benamar. Le responsable a ajouté que ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, visant à transformer les projets scientifiques académiques en projets productifs à valeur ajoutée pour l'économie nationale. Il a également indiqué que les études techniques relatives au projet ont été lan-

cées après l'approbation du ministère de tutelle pour sa concrétisation, parallèlement à l'accord du wali de Nâama, Lounes Bouzegza, pour le choix d'un site approprié à proximité de l'université, permettant aux étudiants et aux chercheurs de réaliser diverses recherches dans ce domaine. Par ailleurs, l'Université de Nâama a été renforcée, au début de l'année universitaire en cours, par un institut d'agriculture pastorale, sur lequel elle mise pour valoriser les potentialités prometteuses dont recèle la wilaya dans ce domaine, à travers la

formation de compétences spécialisées et le développement de ce mode d'agriculture, grâce à l'intégration de technologies modernes", at-on fait savoir de même source. De son côté, le wali de Nâama a exprimé la disponibilité des autorités locales pour accompagner cet institut et à fournir tous les moyens nécessaires à la réussite de sa mission scientifique, notamment par la mise à disposition de foncier agricole pour le développement de ses recherches appliquées.

Agence

KHENCHELA

150 millions DA pour améliorer l'AEP à la commune de Chechar

Une enveloppe financière de 150 millions DA a été octroyée pour la réalisation de projets d'amélioration de l'approvisionnement en eau potable dans la commune de Chechar (Khenchela), a-on appris lundi le chargé de gestion de cette collectivité locale, Abdelhak Bouaziz. Le même responsable a précisé à l'APS qu'il s'agit de la réalisation d'un réseau d'approvisionnement en eau potable (AEP) à la cité le 11 décembre 1960, d'un château d'eau d'une capacité de 500 m3 au village

Fridjou et d'un forage de 400 mètres de profondeur au centre de cette collectivité locale. Cette commune a également retenu d'un projet de raccordement de la localité Koudia El Hamra au réseau d'AEP outre la réalisation et l'équipement de puits de remplacement totalisant 1000 mètres linéaires. La même source a précisé que ces projets inscrits au programme de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales et au programme d'appui au dévelop-

pement socio-économique des communes seront lancés dès l'achèvement des procédures administratives et légales préalablement requises. La concrétisation de ces projets assurera des approvisionnements continue en eau potable, le renforcement des capacités de stockage et améliorera l'accès à l'eau dans les différentes mechtas de cette commune, à-t-on relevé.

APS

TIPASA

Elaboration d'un programme d'entretien du réseau électrique en prévision de la saison estivale

La Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Tipasa a élaboré un important programme d'entretien pour l'année 2026 visant la maintenance du réseau électrique en prévision de la saison estivale, à-on informé lundi auprès de cette direction. La même source a précisé qu'un programme annuel d'entretien et de surveillance du réseau électrique a été lancé sur l'ensemble du territoire de la wilaya en prévision de la saison estivale, dans l'objectif d'améliorer la qualité du service et d'assurer la continuité de l'appro-

visionnement en énergie électrique. Ce programme prévoit l'entretien de 1,226 km de réseau de lignes à moyenne tension et de 725 km de réseau de lignes à basse tension, ainsi que l'entretien de 704 transformateurs et le contrôle de l'état technique de 1,435 transformateurs. Le programme prévoit également le contrôle de 2.051 transformateurs électriques par thermographie infrarouge, qui permettent de détecter de manière précoce tout dysfonctionnement ou toute élévation anormale de la température, ce qui contribue à remé-

dier aux pannes avant qu'elles n'affectent la stabilité du réseau. Il s'agira également de la mise en œuvre d'un programme d'élevage des arbres situés à proximité des lignes électriques. A noter que le réseau électrique de la wilaya comprend plus de 2,139 km de lignes à moyenne tension et plus de 2,732 km de lignes à basse tension, alimentées par 8 postes transformateurs principaux. Le nombre d'abonnés bénéficient des services d'électricité dans les différentes communes de Tipasa s'élève à 251.344 clients.

APS

La Chine pourrait avoir un rôle à jouer en Iran

Les déclarations diplomatiques laissent entrevoir un rôle potentiel de médiateur de Pékin dans ce conflit.

Par James Palmer (*)

Bienvenue dans le China Brief de Foreign Policy. Les faits marquants de cette semaine : Pékin pourrait être prêt à jouer un rôle de médiateur dans le conflit avec l'Iran si on lui laisse cette marge de manœuvre diplomatique nécessaire ; l'objectif officiel de croissance du PIB annoncé lors des « deux sessions » annuelles est étonnamment modeste ; et un nouveau scandale d'espionnage impliquant la Chine éclate à Londres.

Pékin pourrait-il amener Téhéran à la table des négociations ?

Alors que la guerre en Iran entre dans sa deuxième semaine, le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, met en garde contre une extension du conflit et appelle à la paix. Mais Pékin s'est abstenu de critiquer directement Donald Trump à l'approche de la visite prévue du président américain en Chine début avril. Cela pourrait laisser entrevoir un rôle diplomatique surprenant pour la Chine dans les négociations menées pendant la guerre, comme l'écrivent Weilin Deng et Bernard Haykel dans Foreign Policy. La Chine a des intérêts en Iran, notamment des investissements à hauteur d'environ 4 milliards de dollars. (Les estimations faisant état de 400 milliards de dollars d'investissements chinois dans le pays ne concernent que le montant que Pékin s'est engagé à investir sur une période de 25 ans en 2021.) Pour la Chine, c'est le détroit d'Ormuz qui revêt une importance cruciale, puisqu'elle importe environ 45 % de son pétrole via le golfe Persique. Les réserves stratégiques de pétrole de Pékin, qui pourraient durer environ six mois, lui laissent une certaine marge de manœuvre, mais le pays a déjà suspendu ses exportations de gazole et d'essence. La Chine a tenté, sans grand succès, de négocier le passage de ses navires dans le détroit. Il peut sembler difficile de faire reculer Trump, mais la fermeture du détroit provoque une onde de choc dans l'économie mondiale, avec une flambée des prix du pétrole et une chute des marchés (qui ont ensuite réagi positivement lorsque le président a déclaré que la guerre pourrait bientôt prendre fin). La Maison Blanche pourrait se dégonfler face à une guerre qui est impopulaire, mais les dommages économiques sont peut-être déjà irréversibles. La Chine pourrait s'avérer être un partenaire étonnamment souhaitable pour aider à conclure un accord avec l'Iran. Trump met tout en œuvre pour s'attirer les faveurs de Pékin avant sa prochaine rencontre avec le président chinois Xi Jinping en avril, il espère conclure un accord commercial qui fera la une des

journaux. La Chine dispose d'un important moyen de pression sur Téhéran, notamment parce que, lorsque le détroit sera rouvert, elle achètera probablement la majeure partie du pétrole iranien. Qu'est-ce que la Chine pourrait bien y gagner ? Outre la nécessité impérieuse de rouvrir le détroit d'Ormuz, Pékin souhaite une continuité de pouvoir à Téhéran, en d'autres termes, un régime autocratique dirigé par des personnalités que les responsables chinois connaissent et avec lesquelles ils ont déjà traité, qu'il soit dirigé par le nouveau guide suprême, Mojtaba Khamenei, ou par quelqu'un d'autre. Cela dépend toutefois du fait que ces personnes soient encore en vie. Certaines personnalités qui avaient déjà eu affaire à des responsables chinois, comme Ali Shamkhani qui était le négociateur en chef iranien lors de l'accord conclu entre l'Iran et l'Arabie saoudite sous l'égide de Pékin, ont été tuées au cours de la première semaine des attaques américano-israéliennes. Les principaux diplomates iraniens chargés des relations avec Pékin ont jusqu'à présent conservé leur poste, notamment le ministre des Affaires étrangères Abbas Araghchi et son adjoint, Majid Takht-Ravanchi, tout comme d'anciens diplomates ayant des liens avec la Chine, tels que Mohammad Javad Zarif. Dans un scénario d'après-guerre en Iran, la priorité de la Chine consistera probablement à fournir au régime un soutien financier et des garanties de sécurité et à l'encourager à poursuivre la répression brutale de toute opposition interne. Lors de mes entretiens avec des responsables chinois après le Mouvement vert iranien, ceux-ci considéraient l'opposition iranienne comme étant sous l'influence de la CIA, attribuant le soulèvement à un complot américain. Mais tout accord de paix dépendrait également de compétences et d'une expérience qui pourraient faire défaut en Chine. Le pays a connu un exode d'universitaires spécialistes du Moyen-Orient vers des universités des pays du Golfe, comme le Qatar, après 2017, car la montée de l'islamophobie et les tensions politiques liées aux atrocités commises au Xinjiang ont rendu l'étude des sociétés islamiques dangereuse et les postes à l'étranger plus attrayants. Le corps diplomatique de Pékin, quant à lui, est débordé et manque de ressources en raison des purges menées actuellement par Xi. Depuis que le ministre des Affaires étrangères Qin Gang a été écarté il y a plus de deux ans, son poste n'a pas été pourvu ; Yi, qui occupait cette fonction avant d'être nommé au poste plus élevé de directeur des affaires étrangères, cumule désormais les deux fonctions. Il est possible que la Chine parvienne à amener un Iran affaibli mais déterminé à la table des négociations pour

conclure un accord de cessez-le-feu, mais elle risque aussi d'avoir trop de fers au feu.

Les points à suivre

Des objectifs de croissance du PIB modestes. Les deux sessions, réunions annuelles du parlement chinois, lequel ne fait que ratifier les décisions du gouvernement, s'achèvent cette semaine à Pékin. Cette dernière session n'a réservé aucune surprise, si ce n'est un objectif de croissance du PIB plus modeste que prévu. Au lieu du taux de 5 % devenu la norme depuis la fin de la pandémie de COVID-19, l'objectif officiel est fixé entre 4,5 et 5 %. Ce changement semble refléter une économie qui, bien qu'elle soit toujours en croissance, a été ramenée à la réalité par des problèmes tels qu'une grave bulle immobilière, une surproduction et un chômage persistant. Les chiffres du PIB chinois sont connus pour leur manque de fiabilité, et selon les sources, la croissance annuelle réelle du PIB chinois pourrait se situer entre environ 5 % et seulement 2,5 ou 3 %. Un débat passionné agite les analystes : l'objectif fixé pour cette année est-il trop ambitieux, au risque d'aggraver les problèmes d'endettement, ou trop modeste, au risque de décourager les investissements ? On assiste à un scandale d'espionnage au Royaume Uni. La classe politique britannique est à nouveau secouée par un scandale d'espionnage impliquant la Chine, après l'étrange abandon des poursuites dans une affaire clé l'année dernière. Cette fois-ci, cela a probablement coûté sa carrière à une députée travailliste : Joani Reid a démissionné de son poste de responsable de la consigne de votes au sein du parti après que son mari, conseiller du Parti travailliste, a été arrêté avec deux autres hommes en vertu de la loi sur la sécurité nationale. Les détails de l'affaire ne sont pas encore clairs, mais il est difficile d'imaginer que les personnes arrêtées, experts de la politique du Parti travailliste gallois aient pu fournir des renseignements de grande valeur à Pékin, à moins que celui-ci n'ait eu un intérêt particulier concernant l'élection partielle de Caerphilly. Les services de renseignement chinois ratissent très large, ce qui les amène souvent à payer pour des informations qu'ils pourraient tout aussi bien obtenir lors d'un apéro dans un bar de Westminster ou en s'abonnant à une newsletter politique sur Substack.

Technologie et Business

Enseignements de la guerre au Moyen-Orient. La guerre contre l'Iran constitue pour la Chine une véritable mine d'or d'informations quant aux capacités et li-

mites des États-Unis. La guerre du Golfe a poussé les experts chinois à revoir leur perception de la puissance militaire américaine, en particulier face à une force relativement importante mais mal équipée, ce qui a incité les forces armées chinoises à s'engager sur la voie de la modernisation. Malgré les succès techniques des opérations américano-israéliennes, il est peu probable que ce conflit ait tout à fait le même impact, compte tenu de l'affaiblissement des défenses iraniennes lors des précédentes campagnes aériennes. Néanmoins, la Chine observe de près non seulement l'utilisation de la technologie par les États-Unis, mais aussi les délais de réapprovisionnement. J'ai interrogé plusieurs experts en défense et journalistes américains et chinois sur ce que Pékin pourrait rechercher, et la réponse qui est le plus souvent revenue concernait les capacités en matière d'intelligence artificielle et leur intégration dans les processus décisionnels. Cela pourrait inciter la Chine à suivre cette voie, mais cela pourrait aussi susciter une certaine prudence : l'IA pourrait en effet être à l'origine du massacre d'environ 175 personnes dans une école primaire de filles à Minab, en Iran. Recours à l'extorsion. Depuis 2023, la Chine mène une répression contre les réseaux de cybercriminalité d'Asie du Sud-Est impliqués dans des escroqueries dites de type « pig butchering » [Une arnaque à l'abattage du cochon est une forme d'escroquerie et de fraude basée sur des investissements fictifs, dans laquelle la victime est progressivement amenée à investir des sommes croissantes, généralement sous forme de cryptomonnaies, qui lui sont finalement dérobées, NdT], ce qui modifie la nature du crime organisé dans la région. Avant ces mesures chinoises, ces réseaux s'en prenaient principalement à des citoyens chinois, tant comme victimes d'enlèvements destinées à alimenter des escroqueries en ligne que comme cibles directes de ces escroqueries. La répression a bouleversé cette dynamique. Le secteur reste largement contrôlé par des groupes criminels chinois, mais les principales victimes d'enlèvements viennent désormais d'Afrique, où les gouvernements n'ont guère pris de mesures pour protéger leurs citoyens. Le « pig butchering » vise désormais majoritairement l'Occident ; les organisations criminelles accordent une grande importance à la maîtrise de l'anglais.

(*) Rédacteur en chef adjoint chez Foreign Policy. Bluesky : @beijing-palmer.bsky.social
Source : Foreign Policy, 10-03-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

OÙ INVESTIR EN
TUNISIE

Décryptage des
secteurs à hauts
rendements

Pendant plusieurs décennies, l'économie tunisienne s'est construite sur un socle relativement stable, articulé autour du textile, du tourisme de masse, de l'agriculture et de quelques industries exportatrices.

Ce modèle a permis au pays de s'intégrer efficacement aux chaînes de valeur européennes, notamment grâce à sa proximité géographique et à une main-d'œuvre compétitive. Mais aujourd'hui, ses limites apparaissent de manière de plus en plus évidente.

La montée des exigences technologiques, la pression sur les coûts, la concurrence internationale accrue et les mutations rapides de l'économie mondiale imposent une recomposition en profondeur. Trois dynamiques globales redessinent désormais les contours de la compétitivité : la transition énergétique, la numérisation accélérée de l'économie et la reconfiguration industrielle autour du nearshoring. Dans ce nouveau paysage, la Tunisie dispose d'atouts réels. Encore faut-il qu'ils soient mobilisés dans des secteurs capables de générer une montée en gamme durable. Quelques industries se détachent aujourd'hui comme des leviers stratégiques à l'horizon 2030.

Hydrogène vert : une opportunité
énergétique majeure

La transition énergétique européenne ouvre une fenêtre historique pour la Tunisie. Grâce à un ensoleillement exceptionnel dans le sud et à un potentiel éolien significatif sur les zones côtières, le pays peut se positionner comme un producteur compétitif d'hydrogène vert, considéré comme un vecteur clé de décarbonation de l'industrie lourde en Europe.

Les projections sont ambitieuses. La stratégie nationale évoque une capacité de production pouvant atteindre 8,3 millions de tonnes par an à l'horizon 2050, dont environ 6 millions destinées à l'export. Les investissements cumulés pourraient atteindre 40 milliards d'euros à long terme, avec des premiers projets industriels attendus avant 2030.

Dans un contexte où l'Europe cherche à sécuriser ses approvisionnements énergétiques auprès de partenaires proches, la Tunisie pourrait opérer un basculement stratégique majeur, passant du statut d'importateur d'énergie à celui d'exportateur clé.

La Tunisie dispose d'un avantage comparatif souvent sous-estimé : un vivier d'ingénieurs hautement qualifiés. Chaque année, près de 8 000 diplômés rejoignent le marché du travail, avec une forte spécialisation en informatique et en mathématiques appliquées.

R I/agence

ÉGYPTE

Le Caire accélère le remboursement de ses arriérés aux compagnies pétrolières étrangères

Dans un contexte marqué par des tensions sur les devises et un besoin de relance de la production énergétique, Le Caire régularise sa situation financière vis-à-vis de ses partenaires internationaux du secteur pétrolier et gazier.

R I/Agence

L'Égypte a annoncé le règlement de 1,3 milliard de dollars d'arriérés dus aux compagnies pétrolières étrangères d'ici juin, confirmant une accélération du calendrier de paiement dans un effort de tenue de ses engagements financiers. L'information a été rapportée le dimanche 22 mars par le site english aawsat. Les autorités égyptiennes ont indiqué que ces paiements s'inscrivent dans un processus plus large de réduction des dettes accumulées envers les acteurs internationaux du pétrole et du gaz. Le niveau total des arriérés avait atteint environ 6,1 milliards de dollars à fin juin 2024, à la suite de contraintes prolongées sur l'accès aux devises étrangères. Depuis, le gouvernement a

engagé plusieurs versements, avec l'objectif de ramener progressivement l'encours à des niveaux plus soutenables. Selon les orientations précédentes, un solde résiduel d'environ 1,2 milliard de dollars devait subsister à l'échéance initiale. L'accélération annoncée modifie donc ce calendrier, dans un contexte où les paiements mensuels aux partenaires étrangers sont désormais mieux intégrés dans la gestion budgétaire. Cette évolution repose sur une amélioration relative de la disponibilité en devises étrangères, facilitée par une progression des réserves de change et des ajustements macroéconomiques. Les autorités ont progressivement repris le contrôle du rythme des paiements, après une période durant laquelle les déséquilibres extérieurs avaient conduit à différer certaines obligations.

Le remboursement des dettes énergétiques répond à un double objectif. D'une part, il s'agit de renforcer la confiance des investisseurs étrangers afin d'encourager la reprise des activités d'exploration et de forage.

D'autre part, l'enjeu est d'augmenter la production domestique d'hydrocarbures, qui a enregistré un recul depuis son pic atteint en 2021, limitant les capacités d'approvisionnement local et accroissant le recours aux importations, notamment de gaz naturel liquéfié.

La poursuite de ce processus dépendra de la capacité du pays à maintenir un niveau suffisant de réserves en devises. La trajectoire des investissements dans le secteur pétrolier et gazier constituera également un indicateur clé, tout comme l'évolution de la demande énergétique intérieure.

LIBYE

Tripoli s'active pour sécuriser un navire russe chargé de gaz à la dérive

La perte de contrôle de bâtiments en mer chargés d'hydrocarbures présente des risques environnementaux et sécuritaires majeurs. La situation nécessite une intervention rapide pour prévenir tout incident majeur. Alors qu'un navire russe transportant du gaz naturel liquéfié (GNL), gravement endommagé, dérive en Méditerranée sans équipage depuis début mars, les autorités libyennes ont engagé des démarches pour le sécuriser. L'information a été rapportée par The Maritime Executive, samedi 21 mars. Le navire identifié comme l'Arctic Metagaz, a été touché par une at-

taque ukrainienne de drone suivie d'un incendie le 3 mars 2026. L'équipage a été évacué après l'incident, laissant le bâtiment sans propulsion ni système de contrôle. Depuis, il dérive sous l'effet des vents et des courants marins et se trouve à moins de cinq jours des côtes libyennes. Selon des données relayées par Ukrinform, l'agence nationale d'information de l'Ukraine, le méthanier a circulé dans plusieurs zones maritimes, notamment au large de Malte et de l'Italie, avant de se rapprocher des eaux territoriales libyennes. Le bâtiment contient encore des quantités importantes de carbu-

rants, estimées à environ 450 tonnes de fuel lourd et 250 tonnes de diesel, ainsi que du GNL résiduel dans ses cuves, d'après ces sources. Face à cette situation marquée par un risque d'explosion à bord, les autorités libyennes ont décidé de prendre en charge l'opération de sécurisation. Elles ont à cet effet mandaté des experts d'une société de sauvetage dont l'identité n'a pas été rendue publique. L'entreprise est chargée d'évaluer l'état du navire en vue de son remorquage vers un port sécurisé, qui n'a pas été identifié publiquement à ce stade. La prise en charge de l'Arctic Meta-

gaz s'inscrit dans le cadre des règles du droit maritime international. Selon Reuters, la responsabilité de gestion revient à l'État côtier lorsque le navire dérive dans sa zone maritime. L'italienne Eni impliquée dans le secteur énergétique libyen, participe aux discussions techniques liées à l'intervention, selon les informations disponibles. Sur le plan géopolitique, The Guardian rapporte, dans un article publié le 18 mars, que le navire serait lié à la « flotte fantôme » russe, utilisée pour transporter des hydrocarbures en contournant les sanctions occidentales. Agence

MAURITANIE

Un accord-cadre d'un milliard de dollars signé avec l'ITFC

Ce partenariat met en place des solutions de financement et des programmes pour développer l'économie, en améliorant l'accès au crédit des PME, en soutenant le secteur bancaire, les matières premières énergétiques et la productivité agricole.

La Mauritanie et l'International Islamic Trade Finance Corporation (ITFC) ont signé un accord-cadre d'un montant d'un milliard de dollars pour la période 2026-2030 afin de soutenir le commerce et le développement de secteurs clés de l'économie nationale. L'annonce a été faite mardi 10 mars.

Ce partenariat prévoit la mise en place de solutions de financement et de programmes destinés à renforcer les capacités commerciales du pays. Les interventions porteront notamment sur le financement des matières premières énergétiques,

l'amélioration de l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises (PME), le soutien au secteur bancaire et le renforcement de la productivité agricole. L'accord inclut également des programmes d'assistance technique visant à faciliter les échanges commerciaux et à améliorer la compétitivité de l'économie mauritanienne.

Selon le ministre mauritanien des Affaires économiques et du Développement, Dr Abdallah Ould Souleymane Ould Cheikh Sidia, ce partenariat « permettra de mobiliser des ressources financières importantes pour accompagner les priorités de développement du pays et soutenir une croissance durable ».

Cette initiative intervient dans un contexte marqué par plusieurs défis structurels. Le taux d'accès à l'électricité en Mauritanie est estimé à environ 55 %, se-

lon les données officielles, alors que le pays dispose d'un potentiel significatif en énergies renouvelables.

Par ailleurs, les PME continuent de rencontrer des difficultés d'accès au financement, ce qui freine la création d'emplois et la diversification de l'économie. Dans ce contexte, la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé en 2025 une facilité de financement du commerce de 5,5 millions d'euros (5,5 millions de dollars) en faveur de la Générale de Banque de Mauritanie (GBM). Cette initiative vise à renforcer ses capacités pour soutenir les grandes entreprises, les PME et les entreprises dirigées par des femmes.

Le programme s'inscrit dans la mise en œuvre de la vision du président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani et du programme d'action du gouvernement.

R I.

GUINÉE ÉQUATORIALE

Le pays se prépare à attribuer de nouveaux permis pétroliers en mer

Dans un contexte de baisse de sa production pétrolière, la Guinée équatoriale prévoit de lancer un cycle d'attribution de licences pétrolières et gazières cette année. Le calendrier n'a pas encore été précisé.

R I/Agence

La Guinée équatoriale se prépare à attribuer de nouvelles licences pétrolières offshore, en amont du prochain cycle d'appel d'offres. Cette initiative repose sur le retraitement de données sismiques offshore, réalisé par le fournisseur de données Searcher, selon des informations rapportées par la presse internationale vendredi 20 mars. La compagnie Searcher indique avoir en effet retraité environ 7400 kilomètres de données sismiques 2D couvrant plusieurs zones offshore du pays. Ces données, déjà existantes, ont été analysées à nouveau à l'aide de technologies plus récentes afin d'en améliorer la lisibilité et l'interprétation, rapporte notamment World Oil. Les données retraitées doivent être mises à disposition des compagnies pétrolières intéressées avant le lancement du cycle d'attribution de permis. L'objectif est de fournir aux investisseurs des informations techniques actualisées sur le sous-sol marin équato-guinéen. Il s'agit d'une étape préalable classique dans l'industrie pétrolière. Elle permet aux États producteurs de valoriser leurs actifs avant de



proposer des licences d'exploration. Selon Upstream Online, le prochain cycle d'attribution de permis pétroliers pourrait concerner environ 25 blocs offshore. Ce projet intervient dans un contexte de baisse progressive de la production pétrolière équato-guinéenne ces dernières années. En janvier 2026, Agence Ecofin a rapporté que les autorités du pays recherchent activement des financements pour soutenir leur produc-

tion pétrolière et gazière. D'après le média, le gouvernement équato-guinéen a ainsi engagé des démarches pour mobiliser des capitaux destinés à maintenir les niveaux de production, dans un contexte de maturité des champs existants. Les autorités évoquent notamment la nécessité d'investissements supplémentaires pour développer de nouveaux projets et prolonger la durée de vie des actifs en exploitation.

KENYA

Un mix électrique dominé par les renouvelables, avec de nouveaux défis

La progression rapide de l'accès à l'électricité s'accompagne d'une transformation du système électrique kényan qui, dominé par les énergies renouvelables, voit émerger de nouveaux besoins liés à la gestion du réseau. Le système électrique du Kenya repose largement sur les énergies renouvelables, dans un contexte de forte progression de l'accès à l'électricité. C'est ce qui ressort du rapport « Integrating Variable Renewable Energy in Kenya » publié en mars 2026 par l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Dans son analyse, l'organisation intergouvernementale précise que le pays dispose de plus de 3,5 GW de

capacité installée. En 2025, la géothermie représentait 26 % de cette production, devant l'hydroélectricité (24 %), le solaire (12 %) et l'éolien (12 %). Les centrales thermiques complétaient quant à elles la fourniture avec un apport de 26 %. La domination de l'énergie verte est encore plus marquée dans la production électrique, puisque près de 90 % de l'électricité disponible provient de sources renouvelables. L'AIE indique d'ailleurs que le taux d'accès à l'électricité est passé de 37 % en 2013 à 79 % en 2025, avec une électrification urbaine couverte à 100 %. Le pays vise désormais un accès universel d'ici 2030 dans le cadre de sa stratégie « Vision 2030 ».

Une intégration encore limitée

L'AIE souligne toutefois qu'au-delà de sa contribution significative aux objectifs de développement énergétique, l'augmentation de la production des énergies renouvelables variables comme le solaire et l'éolien soulève des défis liés à la stabilité, à la fiabilité et à la résilience du réseau. Cette situation renforce la nécessité de disposer de systèmes de stockage d'énergie et de services auxiliaires améliorés, capables d'assurer la stabilité du réseau et d'en garantir le bon fonctionnement. « Le réseau électrique du Kenya en est actuellement à la phase 3 de l'intégration des énergies renouvelables

variables, ce qui indique que ces dernières ont une influence croissante sur le fonctionnement du réseau, en particulier pendant les périodes de forte production éolienne. », peut-on lire dans le document. L'auteur du rapport décline en effet l'intégration des énergies renouvelables variables en 6 étapes, les phases 1 à 3 correspondant à une intégration limitée, gérable par des améliorations opérationnelles. Le Kenya se situe donc actuellement en phase intermédiaire et devrait y rester jusqu'en 2030. À ce stade, les solutions renouvelables variables influencent déjà l'exploitation du réseau, lors des pics de production éolienne par exemple.

300 TONNES D'OR NON DÉCLARÉ

Le Mali se dote d'un nouvel outil ciblant l'orpaillage

Le Mali déclare chaque année une production artisanale d'or de 6 tonnes, là où la filière produirait au moins cinq fois plus. Comme dans d'autres pays de la sous-région, Bamako cherche des solutions pour augmenter la contribution économique d'un secteur aurifère dominé par les mines industrielles. Au cours du Conseil des ministres du 18 mars, le gouvernement malien a acté la création de l'Office des Substances précieuses. Avec cette nouvelle structure, Bamako vise une meilleure maîtrise des flux issus de l'exploitation artisanale et à petite échelle de l'or (ASM), une filière qui produirait annuellement au moins 30 tonnes d'or non déclaré aux autorités compétentes. Chaque année, le gouvernement évalue la production d'or issue de l'orpaillage à 6

tonnes. Ce chiffre est en deçà de la réalité, si l'on en croit plusieurs estimations. Celle de l'organisation helvétique SWISSAID, issue d'un rapport de 2024, porte sur une production de 300 tonnes d'or ASM non déclaré pour une valeur de 13,5 milliards de dollars, entre 2012 et 2022. Ces écarts traduisent l'importance d'un secteur encore largement informel, caractérisé par la multiplicité des sites d'exploitation et la difficulté pour l'État d'assurer un suivi efficace des volumes produits et commercialisés. Bamako reconnaît d'ailleurs « des difficultés dans la maîtrise des flux issus de l'orpaillage et des petites mines au regard des disparités entre les statistiques officielles au niveau national et les quantités reçues dans les pays de destination ». Les données de la plateforme onusienne COMTRADE citées

dans le rapport mentionné plus haut confirment cette situation, puisque les Emirats arabes unis ont déclaré des importations d'or de 672 tonnes entre 2013 et 2022, là où les exportations d'or déclarées par le Mali vers ce pays s'élèvent à 37,7 tonnes sur la même période. La création de l'Office malien des Substances précieuses apparaît ainsi comme une tentative de reprise en main d'un segment clé de la chaîne de valeur aurifère. Si des détails pratiques sur son fonctionnement ne sont pas encore disponibles, le gouvernement assure qu'il s'agit d'un instrument opérationnel qui devra veiller à la régulation, la centralisation et la sécurisation de la commercialisation des substances précieuses, dont l'or.

Agence

TRANSFORMATION DIGITALE

Le Kenya lance un dialogue inédit avec l'UE

Le Kenya devient le premier pays africain à s'engager dans un tel cadre de coopération avec l'UE. Le programme sera axé sur les infrastructures, l'intelligence artificielle et les services publics digitaux. L'Union européenne (UE) et le Kenya ont officiellement lancé mercredi 18 mars un dialogue numérique, marquant une étape majeure dans le renforcement de leur coopération en matière de politique numérique et d'innovation technologique. L'annonce a été faite à Nairobi lors de l'EU Tech Business Offer Forum, en présence du ministre kényan à l'Information, à la Communication et à l'Économie numérique, William Kabogo Gitau (photo), et de Renate Nikolay, directrice générale adjointe à la Commission européenne. « Le dialogue numérique UE-Kenya vise à transformer des ambitions communes en partenariats concrets », a déclaré S.E. Henriette Geiger, ambassadrice de l'Union européenne au Kenya. Et d'ajouter : « en réunissant décideurs publics, entreprises et innovateurs, nous voulons accélérer les investissements, renforcer les infrastructures numériques et développer nos écosystèmes technologiques ». Avec cette initiative, le Kenya devient le premier pays africain à s'engager dans un tel cadre de coopération avec l'UE, rejoignant des partenaires comme le Brésil et l'Australie. Les discussions porteront sur le développement des infrastructures de télécommunications et des réseaux numériques, l'innovation en intelligence artificielle, le déploiement de solutions d'e-gouvernance et la modernisation des services publics numériques. Parmi les projets prévus figurent l'extension du réseau de fibre optique, le prolongement du câble sous-marin Blue Raman et le développement de partenariats en IA entre acteurs européens et kényans, ainsi que des initiatives favorisant les échanges entre universités, start-up, PME et industries. Cette coopération s'inscrit dans le contexte des ambitions numériques du Kenya. Avec un taux de pénétration d'Internet de 40,8 % début 2025, le pays cherche à démocratiser l'accès au numérique dans l'économie et l'administration publique. Début 2026, Nairobi a lancé avec l'UE le projet Kenya Cyber Resilience (KCR) pour renforcer la sécurité, la résilience et la fiabilité de son écosystème numérique national. Le dialogue UE-Kenya accompagnera également la transformation des services publics, en s'appuyant sur l'expertise européenne pour assurer l'interopérabilité et la gouvernance sécurisée des données, tout en explorant des cas d'usage à fort impact pour citoyens et entreprises.

R. I.

VICTIMES DU BROUILLARD GÉOPOLITIQUE

Les marchés se contractent

Les principales places boursières européennes sont en repli ce matin, sur fond de grande confusion autour des relations irano-américaines et des suites du conflit au Moyen-Orient. Londres recule de 0,2% et devance Paris (-0,5%) et Francfort (-0,7%).

R I/Agence

À la surprise générale, Donald Trump a évoqué hier des discussions "très positives et constructives" avec l'Iran, annonçant dans la foulée une suspension de cinq jours des frappes visant les infrastructures énergétiques iraniennes. De quoi provoquer un soulagement immédiat sur les marchés, avec une chute d'environ 8% des prix du pétrole. Mais l'accalmie aura été de courte durée. Téhéran a rapidement démenti tout pourparlers avec Washington, tandis que Benjamin Netanyahu a assuré que les frappes israéliennes se poursuivraient quoi qu'il arrive. Tsahal indiquait d'ailleurs ce matin avoir visé "plus de 50 cibles dans le nord et le centre de l'Iran" au cours de la nuit. Résultat ? L'optimisme initial s'est évaporé et laisse place à un doute croissant quant à la crédibilité des annonces américaines. "Le marché semble prendre conscience que Trump ne peut pas décider unilatéralement de la fin du conflit, et à l'heure

qu'il est, l'Iran ne semble pas sur le point de capituler. Cette prise de conscience alimente les craintes des investisseurs", souligne Nicolas Bickel, chez Edmond de Rothschild. Les cours du pétrole repartent donc à la hausse, avec un Brent à 101,28USD le baril (1,7%) et un WTI autour de 90,4 USD (1,1%). Une remontée qui ravive les inquiétudes sur l'inflation et complique la tâche des banques centrales. Pour rappel, la semaine dernière, la Fed comme la BCE avaient maintenu leurs taux inchangés, mais leurs messages ont été fraîchement accueillis."Les communications des banques centrales ont été mal reçues par les marchés, qui ont révisé rapidement et significativement leurs anticipations : les marchés tablent désormais sur un statu quo pour la Fed, alors que deux baisses étaient encore attendues fin février. A l'inverse, pour la BCE, les anticipations ont basculé vers trois hausses de taux", note Julien Daire, directeur adjoint des investissements chez CPR AM.

Les valeurs en mouvement

A Paris, Publicis (1,3%) et Euronext (1%) soutiennent l'indice, suivis de près par Eiffage qui progresse de 0,8% avec le soutien de Bernstein qui maintient sa recommandation surperformance avec un objectif de cours relevé de 158,90 EUR à 172,50 EUR. En revanche, Renault et Airbus ferment la marche et lâchent 1,9%. Ailleurs en Europe, Puig s'envole de 13% sur fond de rumeurs de fusion avec Estée Lauder, les deux groupes ayant confirmé être en discussions. Ottobock gagne 5%, porté par UBS qui relève sa recommandation de neutre à achat (objectif : 74 EUR). Deutsche Bank était déjà positive la veille, avec un objectif de 81 EUR. Exor chute de 3,5%, pénalisé par une perte nette de 3,79 MdsEUR (contre un bénéfice de 14,67 MdsEUR un an plus tôt) et un ANR par action en baisse de 8%. La holding annonce en parallèle plusieurs cessions (Iveco, GEDI, Life-

net, Nuo) pour générer 2 MdsEUR de liquidités. SAP recule de 3,5% après la dégradation de JP Morgan, qui abaisse sa recommandation à neutre et réduit son objectif de cours de 260 EUR à 175 EUR. Jefferies reste à l'achat mais ajuste également sa cible, de 290 EUR à 230 EUR, sur fond de perspectives jugées moins dynamiques.

Des indicateurs mieux orientés

Sur le plan macroéconomique, l'indice PMI manufacturier de la zone euro a surpris positivement en mars, à 51,4 points contre 50,8 en février, alors qu'un repli était anticipé. Il atteint ainsi un plus haut depuis 45 mois. En Allemagne, le PMI composite ressort à 51,9, légèrement au-dessus des attentes, malgré un repli par rapport à février (53,2). Le détail montre un ralentissement dans les services (51,2) mais une amélioration dans l'industrie (51,7), également supérieure aux prévisions.

BOURSE ZURICH

Timide optimisme avant les premiers échanges

La Bourse suisse s'acheminait vers une ouverture en petite hausse mardi, voulant croire à une accalmie du conflit au Moyen-Orient. Le président américain Donald Trump est revenu lundi sur sa promesse d'oblitération de l'infrastructure énergétique iranienne dès mardi en cas de prolongation du blocage du détroit d'Ormuz, crucial pour les exportations de pétrole en provenance du Golfe persique, octroyant un nouveau délai de cinq jours et évoquant de constructives discussions vers la fin du conflit. Le démenti côté iranien de toute négociation en cours avec Washington n'avait pas suffi à étouffer la bouffée d'espoir. Les principales places européennes ont ainsi bouclé la séance de lundi dans le vert, imitées dans la nuit par Wall Street. Et les places asiatiques observaient mardi un optimisme mesuré. "Alors certes, Donald Trump s'est dédit, du fait probablement que l'Iran est trop coriace pour n'en faire qu'une bouchée. Mais ladite dédite ne calmera pas le jeu aussi longtemps que les Iraniens ne le joueront pas," philosophe Ipek Ozkardeskaya, analyste vedette chez Swissquote. A 08h12, le préSMI extrapolé par Julius

Bär grappillait 0,08% à 12'400 points, sur un large front vert. Seuls les genevois Alcon (-0,4%) et Givaudan (-1,2%) jouaient les rabat-joie. Le géant verniolan des arômes et parfums pâtissait d'une dégradation à "hold" de la recommandation formulée par Deutsche Bank. Un autre genevois occupait l'autre extrémité du classement. Le gestionnaire de marques de luxe Richemont s'enrobait de 0,2%. Les quatre poids lourds Nestlé, Novartis, Roche et UBS grignotaient tous 0,1%, comme l'écrasante majorité des valeurs vedettes. Hors SMI, le producteur d'emballages alimentaires SIG (+3,6%) tirait profit d'une recommandation à l'achat par Goldman Sachs. L'équipementier de laboratoire Tecan (+3,1%) accueille Thomas Schmidheiny au rang de ses actionnaires de référence. Le fabricant d'instruments de mesure Inficon (-4,9%) figurait seul sous la barre, lesté par la chute de sa rentabilité l'an dernier.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 23 Mars 2026 Valeur : 25 Mars 2026					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.4344	132.4494
1	EUR	EURO		152.7763	152.8201
1	GBP	POUND STERLING		176.1330	176.1998
100	JPY	JAPANESE YEN		83.0362	83.0664
1	CNY	CHINESE YUAN		19.1751	19.1781
1	CHF	SWISS FRANC		167.8510	167.9338
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.4422	96.4812
1	DKK	DANISH KRONE		20.4494	20.4523
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.0894	14.0932
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.7640	13.7684
1	AED	UAE DIRHAM		36.0474	36.0662
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2688	35.2766
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.8044	431.9941
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.6189	45.0673
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1008	14.1024
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.6284	20.7341
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3284	3.3388
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.5546	180.5546

La Bourse de Paris avance à tâtons dans le brouillard de la situation au Moyen-Orient

La Bourse de Paris recule en début de séance après une ouverture en légère hausse, avançant comme les autres places boursières à tâtons dans le brouillard d'incertitude autour de la situation au Moyen-Orient. A 10H30 (heure de Paris), le CAC 40 reculait de 0,43% à 7.695 points, après avoir ouvert sur une progression de 0,58%. La veille, il avait gagné 0,79%. A Paris comme ailleurs, les opérateurs ne savent pas comment digérer le dernier "taco" lancé la veille aux marchés par le président américain Donald Trump. En anglais des places boursières,

l'acronyme TACO ("Trump always chicken out") désigne l'expression selon laquelle le président américain fait toujours marche arrière quand sa politique menace trop Wall Street. Lundi, le président américain a annoncé des négociations avec l'Iran et le report d'éventuelles frappes contre des installations stratégiques iraniennes jusqu'à la fin de la semaine boursière. L'Iran a cependant nié toute détente et repris ses tirs de missiles contre Israël. Deux infrastructures énergétiques iraniennes ont été visées par des frappes israélo-américaines, a affirmé tôt mardi l'agence iranienne

de presse Fars. "Menace d'escalade, puis rétropédaler, menace d'escalade, puis rétropédaler... Nous avons déjà vu ce scénario", résume Neil Wilson, analyste chez SaxoMarkets. "Discussions ou pas? C'est la question - les marchés attendent la réponse pour savoir dans quel sens pivoter".

Le pétrole sans direction claire non plus

Principale boussole des marchés, et au lendemain d'une chute, le pétrole n'offrait pas non plus de direction claire. Le Brent de la mer du nord, référence en Europe pour le

brut, restait légèrement au-dessus des 100 dollars le baril (101,83, +1,89%). Son équivalent américain du WTI progressait plus fortement, mis sans excès (+3,27%, 91 dollars le baril). Le taux d'intérêt sur la dette française à dix ans repartait à la hausse mardi matin (+3,74% contre 3,71% la veille en clôture). C'est un signe que le risque d'inflation lié à la hausse des prix du pétrole persiste dans l'esprit des investisseurs. Les titres des constructeurs automobiles Renault (-1,57%) et Stellantis (-0,65%) étaient orientés à la

baisse, en dépit d'une bonne nouvelle sur le marché. Les immatriculations de voitures neuves en Europe ont effet légèrement progressé en février, selon les statistiques publiées mardi par l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA). Le pétrolier Total progressait légèrement (+0,82%). L'administration Trump et le groupe TotalEnergies ont signé lundi un accord de remboursement de près d'un milliard de dollars au géant français, compensant l'abandon de ses projets d'éolien en mer aux États-Unis, remplacés par des investissements dans le gaz et le pétrole.

APRÈS LE MERCOSUR

L’UE signe un vaste accord commercial avec l’Australie

En déplacement à Canberra, la présidente de la Commission européenne a signé mardi un accord commercial avec l'Australie qui devra être validé par le Conseil européen avant d'entrer en vigueur. L'Australie et l'Union européenne (UE) ont signé mardi à Canberra un vaste accord de libre-échange, conclu au terme d'années de négociations pour stimuler le commerce bilatéral, malgré les protestations d'agriculteurs européens.

R I/Agence

Le texte a été signé lors de la première visite de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen dans le pays depuis son entrée en fonction, alors que les deux partenaires font face à des incertitudes renforcées par la guerre au Moyen-Orient. L'Australie et l'UE sont également convenus de renforcer leur coopération en matière de défense et d'améliorer l'accès européen aux minéraux critiques australiens. Bruxelles comme Canberra cherchent à diversifier les débouchés de leurs exportations, pour faire face aux pressions des États-Unis et de la Chine. L'UE est aujourd'hui le troisième partenaire commercial bilatéral de l'Australie et sa deuxième source d'investissements étrangers. "L'UE et l'Australie sont peut-être géographiquement très éloignées, mais nous ne pourrions être plus proches dans notre vision du monde", a déclaré Ursula von der Leyen. "C'est un moment important pour notre nation, nous sécurisons un accord avec la deuxième économie du monde", a souligné le Premier ministre australien Anthony Albanese. Les entreprises européennes ont exporté 37 milliards d'euros de marchandises vers l'Australie l'année dernière, et 31 milliards d'euros de services en 2024.

Compromis

Les principaux points de discorde, à savoir l'utilisation par l'Australie d'appellations géographiques européennes et l'accès du boeuf australien au marché européen ont été surmontés, permettant un accord après huit ans de négociations. Ce compromis permettra aux viticulteurs australiens d'utiliser le terme "prosecco" sur le marché intérieur, mais ils devront cesser de l'utiliser pour les exportations après 10 ans. L'Australie pourra également continuer d'utiliser certaines appellations géographiques, comme "feta" et "gruyère", lorsque les producteurs utilisent ces noms depuis au moins cinq ans. De leur côté, les constructeurs automobiles européens bénéficieront du relèvement du seuil de la taxe australienne sur les voitures de luxe pour les véhicules électriques, qui permettra aux trois quarts des véhicules électriques d'en être exonérés. L'UE s'attend ainsi à augmenter ses exportations vers l'Australie d'un tiers au cours de la prochaine décennie, avec une hausse de 50% dans les secteurs des produits laitiers et de l'automobile.

Quota de bœuf importé multiplié par 10

Le quota de bœuf australien autorisé à

entrer dans l'UE sera multiplié par plus de dix au cours de la prochaine décennie, même s'il reste en deçà du niveau demandé par les agriculteurs australiens. Le nouveau quota, fixé à 30.600 tonnes de viande bovine australienne, comprendra 55% de viande d'animaux nourris à l'herbe exemptée de droits de douane, et 45% bénéficiant de droits de douane réduits à 7,5%. Seulement un tiers du quota sera appliqué pendant les cinq premières années, avant sa pleine entrée en vigueur. L'UE autorisera aussi l'entrée de 25.000 tonnes de viande ovine et caprine australienne issue d'animaux nourris à l'herbe, avec une mise en place progressive sur sept ans. L'accord entrera en vigueur après l'approbation du Conseil européen. Bruxelles espère éviter une nouvelle levée de boucliers des agriculteurs, déjà en colère contre l'accord commercial signé mi-janvier avec les pays latino-américains du Mercosur. Pour le boeuf, la viande ovine et le sucre, "accorder des concessions disproportionnées risque de nuire aux agriculteurs européens, de fausser les marchés et d'affaiblir l'engagement de longue date de l'UE en faveur de normes de production élevées", a mis en garde le Copa-Cogeca, qui rassemble les principaux syndicats agricoles européens, avant la signature de l'accord.

MALGRÉ LA GUERRE EN IRAN

La reprise économique en Allemagne devrait se poursuivre

La reprise économique allemande ne ralentira que légèrement cette année, à condition que les prix de l'énergie, poussés à la hausse par la guerre en Iran, se stabilisent dans les mois à venir, ont déclaré jeudi trois instituts de recherche. L'institut Ifo prévoit une croissance de 0,8% en 2026 dans la première économie de la zone euro, conformément à ses prévisions de décembre dernier, en partant du principe que la hausse des prix du pétrole et du gaz sera de courte durée. La croissance devrait ensuite s'accélérer pour atteindre 1,2% l'année prochaine grâce à la reprise économique prévue, selon l'Ifo. L'Allemagne a connu en 2026 sa première année de croissance en trois exercices, avec une progression de 0,2% du produit intérieur brut (PIB), grâce à l'amélioration de la confiance des consommateurs, favorisée par une forte augmentation des dépenses publiques.

"Malgré le choc des prix de l'énergie, la reprise en Allemagne devrait se poursuivre tout au long de cette année", a déclaré Timo Wollmershaeuser, responsable des prévisions à l'Ifo. Il a souligné que l'augmentation des dépenses publiques dans les infrastructures, la transition énergétique et la défense stimuleraient la demande. Le conflit au Moyen-Orient, qui affecte la production et le commerce du pétrole, maintient les prix du brut et du gaz à un niveau élevé et complique la tâche des prévisionnistes, alors que les craintes sur son impact sur l'activité économique et l'inflation restent vives. Sans la guerre, l'Ifo aurait relevé ses prévisions pour 2026 à 1%, a-t-il dit. La hausse des prix de l'énergie, si elle se prolonge, pourrait amputer de 0,2 point de pourcentage la prévision de croissance de l'institut, l'inflation devant culminer quant à elle à un peu moins de 3%, a-t-il ajouté. Cet effet se prolongerait jusqu'en 2027, avec une croissance de seulement 0,8%

dans ce scénario. L'institut IfW a pour sa part revu à la baisse de 0,2 point de pourcentage sa prévision de croissance pour 2026, la ramenant à 0,8%, en partant également d'un scénario dans lequel la hausse des prix de l'énergie serait de courte durée. L'IfW a toutefois relevé son estimation de croissance pour l'année prochaine de 1,3% à 1,4%. L'institut RWI a quant à lui abaissé ses prévisions de croissance de l'économie allemande pour cette année de 0,1 point, à 0,9%, et a réduit ses perspectives pour 2027 de 0,2 point, à 1,2%. "La guerre en Iran montre à quel point l'économie allemande reste vulnérable en raison de sa dépendance énergétique", a déclaré Torsten Schmidt, responsable des prévisions chez RWI. Les trois instituts de recherche économique prévoient une hausse de l'inflation d'au moins 2,5% cette année, avant un nouveau ralentissement en 2027.

Agence

ITALIE

Derrière le rebond, une économie qui se recompose

La croissance 2025 s'est révélée meilleure qu'attendu (+0,7%), portée par une demande intérieure légèrement plus soutenue et un effet limité lié aux perturbations du commerce extérieur. La fin du programme Superbonus s'est traduite par une baisse significative de l'investissement en logement de près de 40% en un an. On assiste davantage à une re-composition de la croissance qu'à une reprise ; avec un l'investissement productif encore résilient et une FBCF dans construction qui retrouve une dynamique trimestrielle positive en 2025. PIB en hausse et demande en berne Le PIB italien termine l'année 2025 sur une note positive. L'Istat a confirmé le chiffre de croissance de +0,3% au quatrième trimestre, portant ainsi la croissance annuelle à 0,7%. Avec ce chiffre, dont la publication lors de l'estimation préliminaire des comptes en janvier avait créé la surprise, l'année 2026 débute également avec un acquis en hausse à 0,3%. Derrière cette progression, la dynamique de la demande reste toutefois fragile.

R I.

FACE À LA HAUSSE DES PRIX DE L'ÉNERGIE

La France n’envisage pas de baisser les taxes

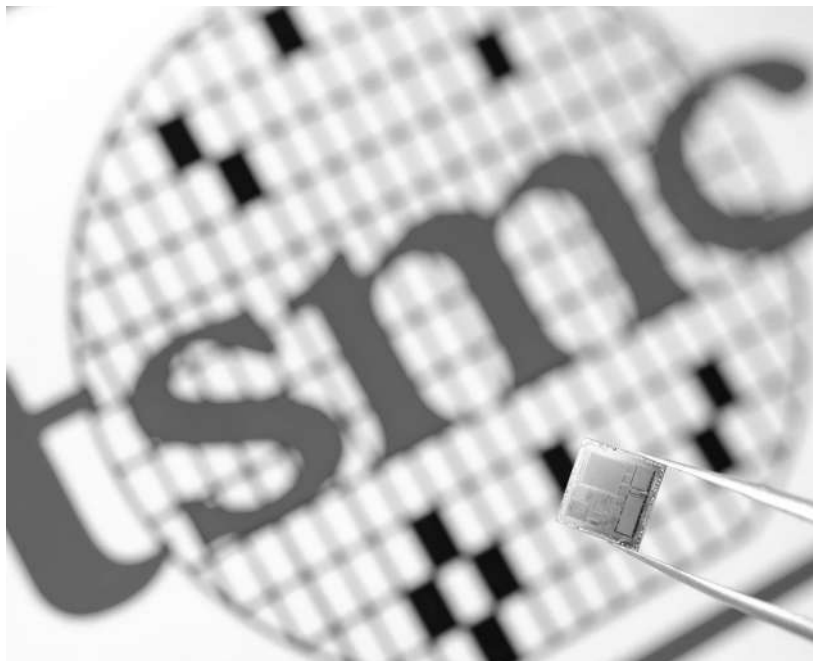
Le plan de l'exécutif est connu. Le gouvernement a demandé, ce lundi 23 mars, aux raffineurs d'évaluer, "dans les meilleurs délais", la capacité de leurs sites en France "à augmenter rapidement et temporairement la production en produits raffinés", dans un courrier consulté par l'AFP. Il espère que "ces mesures" contribuent "à alléger la tension sur les marchés des produits raffinés en Europe et à réduire les tensions sur les marchés européens si cette situation venait à perdurer dans le temps". Pour "renforcer" la capacité "à produire en France", le gouvernement a notamment "demandé et permis à la raffinerie de Gravenchon d'augmenter rapidement ses capacités", indique sur le réseau social X Sébastien Lecornu. Le Premier ministre souligne que "la crise au Moyen-Orient et les tensions autour du détroit d'Ormuz font monter les prix de l'énergie partout dans le monde", affectant "des secteurs essentiels", tels que la pêche, le transport ou encore l'agriculture. La raffinerie de Gravenchon, près du Havre, achetée récemment par l'énergéticien canadien North Atlantic, est la deuxième de France par sa taille. Elle représente à elle seule 21% de la capacité de raffinage en France, avec une capacité de production de 12 millions de tonnes de produits raffinés par an, selon North Atlantic.

Agence

SECTEUR DE L'IA

La guerre en Iran sur le point de mettre TSMC en rade ?

La guerre en Iran fait sentir ses effets à la pompe à essence. Mais elle pourrait aussi créer des dommages énormes dans la chaîne d'approvisionnement du secteur de l'intelligence artificielle.



Le prix du baril de pétrole est une donnée aujourd'hui extrêmement scrutée depuis que l'Iran a décidé d'imposer sa loi sur le détroit d'Ormuz, où transitent 20% du pétrole mondial. Et si l'on craint le choc du côté de l'Europe, il y a une région du monde encore plus dépendante des hydrocarbures du coin, à savoir l'Asie. L'Asie, où des pays clés du secteur des semi-conducteurs, et donc par effet de ricochet, de l'intelligence artificielle, pourraient vivre des prochaines semaines très difficiles !

Taiwan et la Corée du Sud dépendent très fortement du pétrole passant

par le détroit d'Ormuz

Le blocage au niveau du détroit d'Ormuz fait très mal sur de nombreux points. On vous avait parlé déjà précédemment de la question cruciale de l'hélium, utilisé dans le secteur des semi-conducteurs, et dont le Qatar est un des producteurs majeurs. Mais de manière plus globale, le manque d'approvisionnement en hydrocarbures devrait faire mal aux nations clés que sont Taïwan et la Corée du sud, comme l'indique un rapport de Barclays, cité par le média Ctee. « À mesure que le temps passe, les répercussions des perturbations énergétiques se feront progressi-

vement sentir, et l'attention du marché s'est déplacée : il ne s'agit plus de savoir si le prix du pétrole dépassera les 100 dollars le baril, mais si l'industrie des semi-conducteurs pourra maintenir son approvisionnement en électricité et en matières premières » a-t-il été expliqué. Et ce, notamment du côté de TSMC.

Un effet domino attendu ?

En effet, si Taïwan dispose de larges réserves de pétrole, elles sont utilisées en majorité pour des « applications pétrochimiques ». Ainsi, pour ce qui est de l'énergie qui va permettre de soutenir la production d'électricité, le pays est très dépendant des approvisionnements quotidiens, et ce d'autant plus que ses réserves en gaz naturel liquéfiée correspondent à 11 jours de consommation. Autant dire que si le problème persiste, Taïwan pourrait commencer à avoir des soucis à assurer un niveau de production électrique pouvant subvenir à tous les besoins du pays, dans un pays où, justement, TSMC consomme à lui seul 10% de l'électricité nationale. Si le fondeur n'était ainsi plus en mesure d'assurer la production telle qu'envisagée dans son programme de commandes, ses grands clients comme NVIDIA ou AMD devraient alors recalibrer leurs promesses de fournitures, ce qui aurait un impact direct dans le dé-

TotalEnergies récupère 1 milliard de dollars pour renoncer à l'éolien aux États-Unis, et réinvestit tout dans le gaz et le pétrole



L'administration Trump verse près d'un milliard de dollars d'argent public à un géant français pour qu'il ne construise pas d'éoliennes. L'argent ira directement dans le gaz et le pétrole texan. TotalEnergies empoche 928 millions de dollars pour abandonner deux projets éoliens offshore aux États-Unis. L'argent du contribuable américain financera directement un terminal GNL au Texas. Le deal du siècle, mais pas pour tout le monde.

TotalEnergies rend ses baux, empoche 928 millions et promet du GNL

Le mécanisme est simple, mais le montant donne le vertige. TotalEnergies avait acquis deux baux éoliens offshore en 2022. Le premier, au large de la Caroline du Nord (Carolina Long Bay), lui avait coûté 133 millions de dollars. Le second, dans le New York Bight, avait été remporté pour 795 millions. Soit 928 millions au total, pour une capacité combinée de plus de 4 gigawatts, assez pour alimenter environ 1,3 million de foyers américains. En vertu de l'accord, TotalEnergies investit d'abord 928 millions dans des projets fossiles aux États-Unis. Le gros du ticket ira au terminal GNL de Rio Grande, à Brownsville, au Texas, dont le groupe est déjà actionnaire via NextDecade. Le reste sera consacré à du pétrole conventionnel dans le golfe du Mexique et à du gaz de schiste. Une fois ces investissements réalisés, Washington rembourse TotalEnergies « dollar pour dollar ». Le P.-D.G. Patrick Pouyanné, présent à la conférence CE-RAWeek à Houston pour la signature, a qualifié la décision

de « pragmatique ». Il estime que l'éolien offshore aux États-Unis reste « trop coûteux » sans subventions fédérales. Le groupe s'est aussi engagé à ne plus développer de nouveau projet éolien en mer sur le sol américain.

Un précédent à un milliard qui inquiète bien au-delà de TotalEnergies

Le timing de l'accord n'est pas anodin. TotalEnergies avait déjà gelé ses deux projets au lendemain de l'élection de Trump. Les baux dormaient depuis plus d'un an. Des voix s'élèvent pour pointer l'absurdité comptable de l'opération. Payer une entreprise pour ne rien construire, alors qu'elle avait déjà gelé ses chantiers ? Les ONG environnementales parlent d'un « pot-de-vin d'un milliard » pour éliminer de l'énergie propre du réseau. Le vrai signal est ailleurs. L'allemand RWE, qui détient 1,2 milliard de dollars de baux éoliens offshore aux États-Unis, a déjà fait savoir qu'il attend le même traitement. Son Le P.-D.G. Markus Krebber prévient : « Si nous n'obtenons jamais le droit de construire, je suppose que nous récupérerons l'argent déjà versé. Et si nécessaire, par voie judiciaire. » Au total, les baux non exploités pour des projets éoliens offshore le long des côtes américaines représentent plus de 5 milliards de dollars. Côté TotalEnergies, le renoncement ne vaut que pour les États-Unis. Le groupe conserve un portefeuille mondial de 11 gigawatts en éolien offshore, dont 25 % en éolien flottant. En France, il développe le plus grand parc éolien jamais construit dans le pays. L'éolien n'est pas mort chez TotalEnergies. Il est juste mort en Amérique.

ChatGPT stocke désormais tous vos fichiers par défaut, et c'est tout sauf anodin

OpenAI offre un cloud personnel à ses abonnés payants. Pratique pour l'utilisateur, stratégique pour une entreprise qui a épuisé les données publiques du web. Fini le temps où chaque nouvelle conversation repartait de zéro. OpenAI déploie « Library », une fonctionnalité qui sauvegarde automatiquement tous les fichiers envoyés à ChatGPT. PDF, tableaux, présentations, images : tout est conservé dans un espace dédié et réutilisable d'une conversation à l'autre. Un confort indéniable, qui soulève des questions moins confortables.

Un cloud qui s'active sans demander la permission

Library fonctionne sur le web uniquement, pour les abonnés Plus, Pro et Business. Les utilisateurs gratuits sont exclus. Ceux de l'Espace

économique européen, de la Suisse et du Royaume-Uni aussi. OpenAI ne précise pas de calendrier pour ces marchés, et l'ombre du RGPD n'y est — comme d'habitude avec le déploiement de nouvelles fonctions dans l'outil — pas étrangère. Le fonctionnement par défaut mérite qu'on s'y arrête. La sauvegarde est activée automatiquement. Chaque fichier transmis dans un échange est archivé sans action de l'utilisateur. Supprimer une conversation ne supprime pas les fichiers associés. Il faut aller les retirer manuellement dans Library. Et même après suppression, OpenAI conserve les données sur ses serveurs pendant 30 jours. Les limites techniques restent classiques : 512 Mo par fichier, 10 Go par compte, 20 Mo par image. Avec cette brique, ChatGPT poursuit sa mue en espace de travail persistant. Après

les « Projets », les connecteurs Google Drive et Slack, puis la recherche approfondie, Library ajoute une couche de rétention qui ancre l'utilisateur dans l'écosystème OpenAI.

Le vrai calcul : vos fichiers privés comme carburant IA

La dimension stratégique dépasse le simple confort d'usage. L'industrie de l'IA traverse une crise de matière première. Les grands modèles de langage ont été entraînés sur l'essentiel du web ouvert. Les textes, images et données publiques accessibles ont été largement exploités. Le prochain gisement, ce sont les données privées. Or, Library crée exactement ce pipeline. Si l'option « Améliorer le modèle pour tout le monde » reste activée dans les paramètres, OpenAI peut utiliser les fichiers envoyés pour affiner ses modèles.

Contrats, notes internes, brouillons, tableaux financiers : autant de documents que personne ne publierait sur le web. Pourtant, des millions d'utilisateurs les confient volontiers à leur assistant IA. Le calcul est double. D'un côté, le verrouillage : plus un utilisateur accumule de fichiers dans Library, plus le coût de migration vers un concurrent augmente (et quand Anthropic déploie des fonctions de migration pour attirer de nouveaux clients, on assure ses arrières). De l'autre, l'accès à des données d'entraînement d'une qualité inédite, fournies gratuitement par les abonnés eux-mêmes. Le tout enrobé dans une promesse de productivité. L'exclusion de l'Europe n'est pas un bug. C'est l'aveu que ce modèle, tel qu'il est conçu, ne passe pas le filtre réglementaire du RGPD.

EasyJet commande des sièges ultramodernes pour ses Airbus

La compagnie easyJet a annoncé, lundi, avoir commandé ses sièges ultralégers de nouvelle génération, les Kestrel de Mirus Aircraft Seating. Les voyageurs bénéficieront de plus d'espace pour les jambes dès 2028, promet le transporteur. easyJet a montré que l'innovation demeure l'un de ses points forts. La compagnie aérienne a officialisé sa commande de



sièges Kestrel auprès du fabricant britannique Mirus Aircraft Seating, qui équiperont les futurs A320neo et A321neo livrés à partir de 2028. Au programme, les passagers gagneront jusqu'à 5 cm

d'espace supplémentaire pour les jambes, et le transporteur jusqu'à 500 kg plus léger par appareil, soit plus de 12 936 tonnes de carburant économisées chaque année.

En Chine, une nouvelle techno provoque la ruée en concession

En Chine, BYD a trouvé le moyen de refaire venir les clients en concession : promettre une recharge quasi complète en moins de dix minutes. Derrière ce coup d'éclat technologique, c'est une bataille bien plus large qui se joue. Alors que plusieurs constructeurs occidentaux freinent sur leurs plans électriques, les groupes chinois, eux, continuent d'avancer à marche forcée sur les batteries, la recharge et l'industrialisation. Et l'écart commence à se voir.

Si on sait déjà que BYD ne lésine pas sur le développement de nouveaux modèles, la marque ne renie pas ses origines de fabricant de batteries et accélère sur les nouveautés dans le domaine. Alors que le constructeur vient de mettre en service sa "fast-charging station", une simple recharge aux chiffres très impressionnants a suffi à créer la ruée dans les concessions et attirer la curiosité d'acheteurs potentiels.

BYD mise sur la recharge en 5 minutes pour relancer la machine

Le début d'année 2026 n'avait pourtant rien d'un triomphe pour BYD sur son marché domestique. Malgré sa position de leader sur les électriques et les hybrides rechargeables, le constructeur a vu ses ventes de février chuter de 41 % par rapport au même mois de l'année précédente. Dans un marché chinois devenu extrêmement concurrentiel, où la guerre des prix ne suffit plus à faire revenir les clients, la marque avait besoin d'insuffler un second souffle à ses revendeurs.

Après avoir déjà cherché à se distinguer en 2025 avec son système d'aide à la conduite God's Eye, BYD met désormais en avant un argument plus concret pour le grand public : une recharge ultra-rapide capable de gommer presque totalement l'un des freins historiques du véhicule électrique. Sa nouvelle technologie Flash Charging 2.0, associée à la deuxième génération de batterie Blade, promet des chiffres spectaculaires. Dans sa version la plus ambitieuse, le système repose sur une architecture dite des "trois mille" : 1 000 volts, 1 000 ampères et 1 000 kW de puissance nominale, avec des pointes pouvant atteindre 1 360 kW.

Dans les conditions annoncées par le constructeur, cela permettrait de passer de 10 à 70 % de capacité de batterie en 5 minutes, d'atteindre 97 % en environ 9 min, et même à -30 °C au thermomètre de recharger de 20 à 97 % en 12 minutes. Des chiffres qui sont clairement dans une tentative de rapprocher l'usage d'une voiture électrique de celui d'un plein classique en station-service. Et l'effet semble immédiat : en Chine, plusieurs concessions BYD ont vu leur fréquentation grimper fortement, avec un afflux de visiteurs, de demandes d'informations et d'essais que la marque n'avait pas connu depuis longtemps. Une vidéo tournée dans le Shandong, relayée sur les réseaux chinois, montre très concrètement cette curiosité autour du sujet.

Derrière l'effet vitrine, une stratégie industrielle beaucoup plus lourde

Cependant, la vraie force de BYD ne tient pas seulement dans l'annonce de



temps de charge très courts mais aussi dans un projet d'infrastructure. Car proposer des voitures capables d'encaisser de telles puissances ne sert à rien sans réseau adapté.

En mars 2025, BYD avait déjà évoqué son intention de déployer plus de 4 000 points de charge Flash Charging. Le plan a depuis pris une autre ampleur : le groupe vise désormais 20 000 stations haute puissance en Chine d'ici à la fin de l'année 2026. L'Europe, elle aussi, est dans le viseur, avec une arrivée des bornes annoncée au deuxième trimestre 2026.

Pour l'instant, cette technologie restera réservée aux modèles les plus haut de gamme du groupe, notamment chez Denza et Yangwang. En Europe, c'est le

Denza Z9GT qui doit en être le premier ambassadeur. Ce shooting brake électrique, annoncé avec 800 kilomètres d'autonomie, doit servir de vitrine technologique et d'outil de positionnement sur le premium. BYD ne veut plus seulement être perçu comme un constructeur compétitif mais comme un groupe capable de prendre de vitesse ses rivaux. C'est précisément ce qui inquiète certains. Car le groupe chinois ne part pas de zéro. Il fabrique déjà ses propres batteries, maîtrise une large partie de sa chaîne de valeur, produit aussi ses puces et sécurise ses approvisionnements en matières premières comme le lithium. Cette intégration verticale donne un avantage considérable au moment où d'autres constructeurs, en Europe

comme aux États-Unis, doivent encore arbitrer entre plusieurs technologies, plusieurs plateformes et plusieurs rythmes de transition.

Pendant ce temps, l'Occident doute

Et vu de chez nous le contraste devient de plus en plus frappant. Tandis que les groupes chinois accélèrent, plusieurs constructeurs occidentaux ralentissent, reportent ou redimensionnent leurs ambitions électriques. Ford, General Motors ou Stellantis ont déjà annoncé des reculs ou des réajustements majeurs. Dans le haut de gamme, Bentley, Lamborghini ou Rolls-Royce prolongent aussi la vie de leurs modèles thermiques. Les montants en jeu donnent la mesure du trouble : Ford a passé environ 19,5 milliards de dollars de charges liées à ses révisions de stratégie, tandis que Stellantis a annoncé plus de 22 milliards d'euros de dépréciations. Volkswagen a lui aussi revu la valeur attendue de certains investissements, pendant que Honda anticipe un impact de 15,7 milliards de dollars sur plusieurs années pour restructurer sa branche électrique. Les raisons sont connues : rentabilité plus faible des électriques, demande jugée encore trop hésitante, infrastructures incomplètes, coût élevé des batteries, sans parler d'une pression politique à double tranchant. Mais d'aucuns pourraient voir cette prudence en erreur stratégique. Andy Palmer, ancien patron d'Aston Martin et figure clé du lancement de la Nissan Leaf, compare déjà dans le Guardian la situation actuelle à celle des constructeurs américains dans les années 1970 et 1980, lorsque la montée du prix du pétrole et l'arrivée de modèles japonais plus sobres avaient profondément affaibli Detroit. Selon lui, ralentir aujourd'hui sur l'électrique au moment même où la Chine bâtit ses capacités industrielles revient à offrir à ses rivaux un avantage structurel de plus en plus difficile à rattraper.

Ce diagnostic prend encore plus de relief avec le contexte géopolitique actuel. La guerre en Iran a déjà entraîné une hausse des prix du pétrole, ravivant mécaniquement l'intérêt pour les véhicules électriques. Nous pointions déjà il y a quelques jours la hausse des recherches de voitures électriques d'occasion rapportée par le site de vente en ligne La Centrale. Les recherches pour des modèles "zéro émission" de seconde main ont ainsi bondi de 91 % depuis le 28 février dernier. Mais comme le rappelle mon confrère, il ne faut pas confondre vitesse et précipitation. L'achat d'un véhicule électrique d'occasion doit rester un acte bien réfléchi, qui doit correspondre à votre usage et vos capacités de recharge.

Mots fléchés

Univer- sités	↓													
Promis- cuités	→	Fragments	↓		Demi	↓	Carré, il était conçu par Vauban	↓	Local possédé par un notaire Marcha	↓	Orient	↓	Pal	↓
	↓									↓			Dégourdi	
Connaiss- ance		Dépôt			Religieuse		Rotée	→					↓	
↓	→	↓		↓			Jeune garçon	→				Regardé	→	
							Armature					Métiers		
Quantité	→						Poilues	↓	Fils d'Anchise	→		↓		Commune de l'Orne
Retirées									Turbine					
↓					Département français	→	↓		↓		Ceints les geishas	→		↓
Vieille armée		Tchèque d'origine allemande	→								Molécule- gramme	→		
↓				Temps libres		Attacha	→				Insecte noir	→		
											Rétribu- tions			
Enseignement		Chère à Jules Ferry	Endroit	↓				Inventées	→		↓			
	↓	↓	Clameur											
						Grefte	→					Amas		Bond
						Chevalier efféminé								L'Estonie
Lieux d'enchères	→					↓			Seuil Impro- prement appelé scalpel	→		↓		↓
Douze par année														↓
↓					Inflam- mation des esgourdes		Heurtasse	→	↓					
Choc		Atome	→		↓		Colères anciennes	→					Nazi	→
↓							Déshonneur						Redonnés de l'éclat	
	↓					Cassé	→	↓					↓	
						Note de musique				Recueil plaisant		Eructation	→	
Chance	Exécutas	Savoura	→			↓				↓		Décédé	→	
	↓	↓												
				Parties d'assem- blages	→							Introu- vables		Carillonne
				Tirât par les lisières	↓									Partie d'intestin
Épluche	→			↓		Exécuta	→				Grillé	→	↓	↓
Dirigé						Vice					Ville des Pouilles			
↓					Après bis	↓					↓			
					Bonne note					Unité de l'or noir	→			
Adeptes du reggae	→				↓		Ante meridien			Cirque	→			
Parlementa										Fleuve italien				
↓							↓		Vite en musique	→				
Manche de tennis	→				Gelée d'amidon	→							Dedans	→

PÉTROLE

Le Brent remonte à 101,30 dollars le baril

Les cours du pétrole étaient en hausse, mardi, dans un marché stimulé par la demande sur fond de poursuite de l'escalade militaire au Golfe et au Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, prenait 1,36% à 101,30 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, gagnait 2,44% à 90,28 dollars.



MONNAIES

Le dollar remonte face aux autres devises

Le dollar a enregistré une hausse, mardi, face aux autres devises dans un marché soutenu par la remontée des cours de l'énergie dans le sillage de l'escalade militaire au Golfe et au Moyen-Orient. En fin de matinée, la devise américaine prenait 0,22% à l'euro, à 1,1587 dollar. La livre sterling, quant à elle, relâchait 0,26% au billet vert, à 1,3396 dollar, et les taux d'emprunt se sont apaisés. Lundi, la devise britannique avait gagné jusqu'à 1% face au dollar, et le rendement obligataire britannique à 10 ans a connu un nouveau sommet depuis 2008, à 5,12%, avant de retomber de concert. Le prix d'une once d'or progressait aussi de 0,27%, à 4.419,40 dollars. La veille, les cours des métaux précieux s'étaient brièvement effondrés, les investisseurs préférant engranger leurs bénéfices sur l'or et l'argent pour récupérer des liquidités, plus facilement mobilisables et accessibles.

CONCOURS DE RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS

Début des entretiens oraux avec la participation de 1.065.000 candidats

Les entretiens oraux du concours de recrutement sur titre des enseignants, au titre de l'année 2025, ont débuté mardi, avec la participation de 1.065.000 candidats. Les candidats postulent, dans ce concours national, pour 40.500 postes budgétaires répartis sur les trois cycles d'enseignement. Ce concours se déroule sur une période de trois jours, au milieu de dispositions organisationnelles et logistiques rigoureuses, visant à garantir la transparence et l'égalité des chances à tous les candidats. Les jurys des entretiens oraux sont composés de deux membres qualifiés, outre l'établissement de listes de réserve afin de pallier toute absence éventuelle, garantissant ainsi la continuité de l'opération. A ce titre, le ministre de l'Education nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, avait indiqué que l'opération de recrutement obéissait à un système numérique intégré garantissant la transparence et l'égalité des chances, à travers la possibilité offerte aux candidats de suivre leurs dossiers, et de remédier aux insuffisances dans les délais impartis. Le classement et la notation des candidats se font de manière automatique, selon des critères précis, en vue de sélectionner des compétences qualifiées parmi les titulaires de diplômes formés dans les Ecoles normales supérieures (ENS), les universités ou les instituts, afin de contribuer au processus éducatif.

OMC

Le commerce mondial de marchandises a progressé en 2025

Porté par le boom des échanges de biens liés à l'IA, le commerce mondial a progressé davantage que prévu en 2025. Mais les vents contraires continueront de souffler cette année. Le commerce mondial a bien résisté aux vents contraires de 2025, mais cette résilience pourrait ne pas durer. C'est dans les grandes lignes ce qu'il faut retenir du dernier rapport publié le jeudi 19 mars par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Selon les chiffres de l'institution basée à Genève, les échanges mondiaux de marchandises ont progressé en volume de 4,6 % en 2025. Ce résultat dépasse les prévisions d'octobre, qui tablaient sur un chiffre autour de 2,4 %.

« [...] la forte demande de biens liés à l'IA – portée par un boom mondial de l'investissement dans ce secteur – a compensé les effets négatifs de la hausse des droits de douane et de l'incertitude accrue en matière de politique commerciale », explique le rapport. Dans les détails, l'OMC indique que les exportations mondiales de marchandises ont atteint 26 260 milliards USD en 2025, un niveau en hausse de 7 % par rapport à 2024. « Le commerce des services s'est établi à 9 560 milliards de dollars, en hausse de 8 % sur un an. Au total, le commerce de biens et services, en comptabilité de balance des paiements, a atteint 34 650 milliards de dollars en 2025, soit une progression de 7 % sur un an » ajoute l'organisation.

Des perspectives moroses pour 2026 Si en 2025, la croissance du commerce a été au-delà des espérances, pour cette année, le gendarme des échanges mondiaux ne se fait pas d'illusions. En 2026, il anticipe une progression de seulement 1,9 % des volumes des échanges. Ce niveau déjà en contraction pourrait encore être réduit avec le conflit au Moyen-Orient et la récente escalade militaire entre l'Iran, Israël et les États-Unis, qui a conduit à des perturbations du commerce au niveau du détroit d'Ormuz et fait grimper les prix du baril.

« Si elles se maintiennent, les prix élevés du pétrole liés au conflit récent au Moyen Orient pourraient retrancher 0,5 point de pourcentage à la croissance de 1,9 % du commerce mondial de marchandises en 2026 », prévient l'OMC qui se veut toutefois rassurante : « À l'inverse, la croissance pourrait être augmentée de 0,5 point si le dynamisme des échanges de biens liés à l'intelligence artificielle reste au niveau de 2025. Il reste à déterminer quel facteur dominera au cours de l'année ». Au-delà des biens, l'organisation estime que le conflit au Moyen Orient pourrait aussi avoir des implications sur le transport international et le tourisme. « Un conflit prolongé pourrait maintenir durablement à un niveau élevé les coûts de transport et de carburant, perturber des routes maritimes et aériennes clés et peser sur le tourisme régional et la demande mondiale de voyages », détaille le rapport. En outre, selon l'organisation, l'année 2027 pourrait signer un retour à une croissance globale du commerce. « Le commerce mondial devrait ralentir en 2026 après une hausse plus forte qu'anticipé l'an dernier. Dans notre scénario de référence, la croissance en volume des échanges de marchandises passerait de 4,6 % en 2025 à 1,9 % en 2026, avant de remonter à 2,6 % en 2027. Dans le même scénario, la croissance en volume des échanges de services reculerait de 5,3 % en 2025 à 4,8 % en 2026, puis remonterait à 5,1 % en 2027 », estime-t-elle.

Agence

CHANGEMENT DE TYPE DE LOGEMENT

Les souscripteurs d'AADL 3 peuvent introduire des demandes

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a annoncé, hier dans un communiqué, que les souscripteurs du programme AADL 3 peuvent désormais introduire une demande de changement de type de logement, passant d'un appartement de trois pièces (F3) à un quatre pièces (F4), via sa plateforme électronique. Dans son communiqué l'agence précise que cette mesure concerne les souscripteurs ayant au moins deux enfants, leur offrant ainsi la possibilité d'adapter leur logement à leurs besoins familiaux.

La demande s'effectue exclusivement en ligne sur le site officiel : www.aadl.dz. Pour effectuer cette démarche, les souscripteurs doivent accéder à leur compte personnel, se rendre dans la rubrique « autres options », puis sélectionner l'option « changement de type de logement ». La demande est ensuite validée en confirmant le choix. L'AADL a également mis à disposition le numéro vert 3040 pour répondre aux questions et accompagner les souscripteurs dans leurs démarches.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

7 morts et 271 blessés en 24 heures

Sept personnes ont trouvé la mort et 271 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique mardi un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tébessa avec 2 morts et 2 blessés, suite à une collision entre deux véhicules légers, survenue sur la route nationale n 16, dans la daïra de Morsott, précise la même source.

Durant la même période, les secours de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à 15 personnes incommodées par le monoxyde de carbone à travers les wilayas d'Aïn Temouchent, M'sila et Médéa. Les éléments de la Protection civile de la wilaya d'Oum El-Bouaghi sont également intervenus suite à une explosion de gaz dans une habitation dans la commune d'El-Amiria, selon le bilan, tandis que les secours de la Protection civile de la wilaya d'Oran sont intervenus suite à l'effondrement du mur d'une habitation ayant causé des blessures à cinq personnes.

UNIVERSITÉ DE BOUIRA

Signature d'une convention-cadre avec la DJS pour encourager les initiatives des étudiants

Une convention-cadre a été signée entre l'université Akli Mohand Oulhadj (UAMO) de Bouira et la Direction de la jeunesse et des sports (DJS) afin d'encourager les initiatives des jeunes étudiants et de les accompagner dans la concrétisation de leurs projets, mais aussi dans la création de leurs propres petites entreprises, a-t-on appris mardi auprès du rectorat de l'université. Cette convention-cadre vise à "encourager les jeunes étudiants à réaliser leurs projets, à les accompagner dans la création de leurs petites entreprises et à les initier au monde de l'entrepreneuriat", a expliqué à l'APS le recteur de l'université Akli Mohand Oulhadj, M. Ali Larget.

L'autre objectif de cette convention est de permettre aux étudiants de l'université de Bouira d'exploiter les structures de sport et de jeunesse locales, telles que les maisons et les auberges de jeunesse, "pour dynamiser les activités sportives, sociales et culturelles destinées aux jeunes de la wilaya de Bouira", a encore expliqué M. Larget.

Le même responsable a ajouté en outre que la signature de cette convention s'inscrivait dans le cadre de la promotion du rôle de l'université dans le renforcement des différents secteurs socio-économiques, tant au niveau local que national. Il a ajouté que ce partenariat "permettra également à la DJS de bénéficier des compétences et des qualifications des étudiants de l'université pour organiser les différents événements sportifs au niveau de la wilaya".

APS